

Rapport de l'Étude de base du projet NONSINA (Entente) – « Renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones frontalières du Bénin touchées par les tensions et les conflits violents »

Avril 2025

Évaluateur Principal :
SOAFRICA CONSEIL SARL

Équipe de Recherche :
Dr. Abdel Aziz MOSSI & Dr. Sabine TOUNGAKOUAGOU



Remerciements

Cette étude a été commanditée par **Search for Common Ground (Search)** sur financement de **l'Agence française de développement (AFD)**. Nous voudrions exprimer notre gratitude à ces deux institutions qui ont fait confiance au **cabinet SOAFRICA CONSEILS** pour réaliser cette mission. Nos remerciements s'adressent également à toutes les autorités (administratives) qui ont accepté le déploiement des équipes sur le terrain et facilité l'accès aux cibles de l'étude. Nous remercions aussi très sincèrement les personnes ressources rencontrées au cours de cette mission et qui ont bien voulu nous réserver un accueil chaleureux en répondant à nos questions. Enfin, nous témoignons nos sincères reconnaissances à l'endroit de tout le personnel mobilisé par le cabinet SOAFRICA conseils pour assurer la collecte et le traitement des données ayant permis de rédiger le présent rapport.

À toutes et à tous, nous exprimons notre sincère gratitude pour avoir joué un rôle dans l'accomplissement de cette mission.

THÈMES CLÉS

La présente étude de base du projet NONSINA (financé par l'AFD) a permis de relever trois sphères de manifestation des conflits, à savoir : la sphère socioculturelle (dynamiques d'exclusion fondée sur l'ethnicité, le statut social, etc.), la sphère économique (accès au capital, aux ressources de production, à l'emploi, aux infrastructures, etc.) et la sphère politique. Ces conflits traduisent un déficit de solidarité, d'équité, de participation, de confiance, de dialogue et de respect des diversités.

- #CohésionSociale
- #SolidaritéetEquité
- #CooopérationetParticipation
- #DialogueetInclusion
- #ConfianceMutuelle
- #RespectdesDiversités

Acronymes

ABeGIEF : Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers

CAPI : Entretiens individuels assistés par ordinateur (Computer Assisted Personal Interviews)

CIPEC-VBG : Centre Intégré de prise en charge des Victimes de VBG

EHCVM : Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages

FDS : Forces de défense et de sécurité

GUPS : Guichet Unique de Protection Sociale

INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique

LASDEL : Laboratoire d'étude et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local

OEV : Organisations d'Extrémisme Violent

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PC : Ordinateur personnel (Personal Computer)

SPSS : Logiciel statistique pour les sciences sociales (Statistical Package for Social Sciences)

TDR : Termes de référence

VBG : Violences Basées sur le Genre

Table des matières

Remerciements	2
Acronymes	3
1. 6	
INTRODUCTION	6
APERÇU DU PROJET	6
2. 8	
ZONE DE L'ÉTUDE	8
OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	8
COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES	8
LIMITES	9
3. 11	
RÉSULTAT #1 : Dynamiques de conflits dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori	11
<i>Typologie, Manifestation et Récurrence des conflits</i>	12
<i>Acteurs impliqués/exposés aux conflits</i>	16
<i>Fréquence des conflits</i>	17
<i>Conséquences des conflits</i>	21
<i>Mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants</i>	25
RÉSULTAT #2 : Les mécanismes de résilience et les facteurs de vulnérabilité face à l'extrémisme violent dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori	28
<i>Facteurs de résilience spécifiques au genre (femmes et jeunes)</i>	29
<i>Facteurs de vulnérabilité</i>	29
<i>Facteurs de résilience spécifiques au genre (femmes/hommes et jeunes filles/jeunes garçons)</i>	30
<i>Facteurs de vulnérabilité spécifiques au genre (femmes et jeunes)</i>	30
RÉSULTAT #3 : L'état de la cohésion sociale horizontale et verticale et les risques d'affrontement entre groupes violents et leurs retombées sur les communautés et sur leur sentiment de pouvoir d'agir face aux dynamiques de conflit existantes	32
<i>Généralisation des clivages sociaux</i>	33
<i>Faible implication des jeunes et des femmes</i>	34
<i>Méfiance vis-à-vis des autorités</i>	34
<i>Discrimination et exclusion sociale</i>	34
RÉSULTAT #4 : Cartographie des parties prenantes à mobiliser dans l'intervention	37
RÉSULTAT #5 : Valeurs de base des indicateurs du projet et résultats de la sélection des communes	40
Indicateur 1 : % de la population des zones ciblées qui est satisfaite des services qu'elle demande aux autorités	40
Indicateur 2 : % de la population des zones ciblées qui est prête à recourir à la violence pour faire avancer les intérêts de son groupe	41
Indicateur 3 : % de la population des zones ciblées qui estiment qu'il existe une collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales dans leur communauté	41
Indicateur 4 : % de la population des zones ciblées qui estime que les médias jouent un rôle positif dans la cohésion sociale	42
Indicateur 5 : % des jeunes ambassadeurs qui pensent pouvoir faire une différence positive dans la zone où ils vivent	43
Indicateur 6 : % de la population des zones ciblées qui déclarent avoir accès à des espaces sûrs où discuter constructivement de leurs défis sécuritaires et sociaux.	43

Indicateur 7 : % des journalistes qui pensent être en mesure de pratiquer efficacement et durablement un journalisme sensible au conflit	44
Résultats de la sélection des communes	44
4.	48
Recommandations	49
Annexes	50
Bibliographie	51

1. Contexte

INTRODUCTION

Search for Common Ground (**Search**) est une ONG internationale qui est présente au Bénin depuis 2023. Elle intervient dans le domaine de la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Active dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, elle dispose de bureaux à Kandi et à Natitingou. Au Bénin, Search met en œuvre actuellement deux projets majeurs (NONSINA et LAFIA). Ces initiatives couvrent des domaines variés, tels que le renforcement des capacités socio-économiques des jeunes et des femmes, pour améliorer leur indépendance et leur rôle dans le développement communautaire ; la médiation des conflits, en appuyant des mécanismes locaux de résolution pacifique des différends ; le dialogue autorités-communautés, d'une part, et inter/intra-communautaire, d'autre part, visant à renforcer les rapports entre les autorités et les communautés locales, de même qu'entre les communautés elles-mêmes.

En tenant compte de la nature transnationale et multidimensionnelle des conflits dans ces départements, Search adopte une approche innovante basée sur la « géographie du conflit ». Plutôt que de se limiter à une perspective nationale, cette méthode prend en considération les facteurs dynamiques et évolutifs qui influencent les tensions locales, permettant des interventions mieux adaptées au contexte.

APERÇU DU PROJET

Depuis 2019, la situation sécuritaire du Bénin se détériore et érige des défis importants aux différents acteurs en charge de la sécurité nationale. La dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est du Burkina-Faso et l'Ouest du Niger dans un contexte de porosité des frontières expose le Bénin et le place parmi les pays qui paient les tribus à l'extrémisme violent. Le pays fait désormais face à la réalité des attaques de GEVs qui ont fait déjà plusieurs dizaines de victimes tant dans le rang des forces armées béninoises que des populations civiles. Ces attaques extrémistes surviennent dans un contexte marqué préalablement par de nombreux conflits toujours latents entre autochtones et allochtones, aux récurrents conflits agro-pastoraux qui se généralisent et créent des frustrations au sein des communautés. Or, comme le décrivent de nombreuses études, les frustrations des citoyens, par marginalisation, manque de ressources socio-économiques, manque de participation à la gouvernance locale, conflits violents non résolus, etc., nourrissent l'implantation et l'expansion des GEVs (de Bruijne & Gehrling, 2024¹ ; Bernard & Mossi, 2023² ; Mossi A., 2022³).

C'est pour faire face à ce contexte que Search a initié le projet "**NONSINA (Entente) - Renforcer la cohésion sociale dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora au Nord du Bénin**". Financé par l'Agence française de développement (AFD), ce projet a une durée de 24 mois et ambitionne de renforcer la cohésion sociale verticale (entre autorités et communautés) et horizontale (inter et/ou intra-communautaire), en mettant l'accent sur les jeunes, les femmes et les autorités administratives locales dans les zones frontalières du Bénin touchées par les tensions et les conflits violents. Le projet est mis en œuvre dans la zone Alibori-Atacora, départements frontaliers avec le Niger, le Burkina Faso et le Nigéria, avec pour objectif de renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones frontalières du Bénin touchées par les tensions et les conflits violents.

Objectifs spécifiques du projet :

- OS1. Renforcer les capacités des jeunes hommes et femmes à comprendre et répondre aux défis sociaux dans les zones frontalières ;
- OS2. Renforcer la collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales pour relever ensemble les défis sécuritaires et sociaux dans les zones frontalières ;
- OS3. Renforcer l'accès des populations à une information de qualité, sensible aux conflits et vecteur de cohésion sociale dans les zones transfrontalières.

A ces sous-objectifs sont associés cinq (05) résultats et plusieurs produits. Les activités clés sont les dialogues communautaires, les bulletins scores, la conception et la mise en œuvre des projets communautaires, la remobilisation des comités de résolution de conflits entre éleveurs/ agriculteurs, les médiations de conflits par les Jeunes Ambassadeurs de la Paix, la formation, l'accompagnement technique des journalistes, la production et la diffusion de contenus.

Théorie du changement du projet :

Le projet repose sur le postulat suivant :

Si les jeunes hommes et femmes des zones frontalières du Bénin développent leurs capacités à comprendre et à répondre

¹ de Bruijne, K., & Gehrling, C. (2024). *Dangerous Liaisons Exploring the risk of violent extremism along the border between Northern Benin and Nigeria*. The Hague: Clingendael

² Bernard, A., & Mossi, A. (2023). *An Assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin*. The Hague: Stichting Elva

³ Mossi, A. (2022). *RAPPORT D'ANALYSE DU CONTEXTE DE RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT AU NORD BENIN*. Cotonou: Coopération Suisse au Bénin

aux défis sociaux spécifiques à leur contexte,

Si les communautés, les autorités locales et les autorités nationales établissent des collaborations solides et coordonnées pour aborder les défis sécuritaires et sociaux,

Si les mécanismes locaux de transformation de conflits sont renforcés et soutenus par des initiatives économiques collaboratives,

Si les journalistes reçoivent une formation sur le journalisme sensible aux conflits et bénéficient d'un accompagnement technique pour produire des contenus médiatiques de qualité ;

Alors :

- La cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones frontalières sera renforcée,
- La collaboration entre les différentes parties prenantes sera améliorée,
- L'accès à une information de qualité, sensible aux conflits, sera élargi,
- Les mécanismes de résolution des conflits seront plus efficaces et soutenus par des initiatives économiques adaptées ;

Parce que :

- Les jeunes, les autorités et les communautés auront acquis les compétences, la confiance et les ressources nécessaires pour faire face aux défis sociaux et sécuritaires de manière collaborative et durable,
- Les journalistes seront capables de produire et diffuser des contenus qui renforcent la cohésion sociale et apportent des solutions aux conflits locaux, en s'appuyant sur des pratiques de journalisme responsable et sensible aux conflits,
- Les mécanismes locaux de transformation des conflits seront soutenus par des initiatives économiques concrètes, favorisant un environnement propice à la paix et à la stabilité.

NOTRE APPROCHE POUR MESURER LE CHANGEMENT

Afin d'évaluer l'impact, cette étude s'aligne sur le Cadre d'Impact pour la Paix (**Peace Impact Framework - PIF**), qui explore cinq éléments* pour des sociétés saines. Le projet NONSINA est aligné sur les thèmes **Pouvoir d'agir**, **Polarisation**, et **Légitimité institutionnelle** du Cadre d'Impact pour la Paix, car il vise à renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones frontalières du Bénin touchées par les tensions et les conflits violents.

- Pouvoir d'agir :

Le projet NONSINA offre aux Jeunes Ambassadeurs de la Paix (JAPs) les compétences, connaissances et opportunités nécessaires pour exercer leur pouvoir dans les mécanismes de gestion des conflits dans leur communauté, ce qui est essentiel pour renforcer leur rôle dans les solutions pacifiques et inclusives.

- Polarisation :

Le genre et l'inclusion sont transversaux à toutes les activités du projet. Ainsi, la prise en compte de toutes les composantes sociales dans les diverses activités communautaires crée et augmente le sentiment d'appartenance chez les populations.

- Légitimité institutionnelle :

L'un des objectifs du projet est de renforcer la collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales pour relever ensemble les défis sécuritaires et sociaux dans les zones frontalières. Cela contribue à créer des institutions locales perçues comme inclusives et responsables, tout en réduisant les déséquilibres existants.

2. Méthodologie

ZONE DE L'ÉTUDE

La présente étude a touché au total neuf communes, que sont : Kérou, Matéri, Natitingou et Kouandé (dans le département de l'Atacora) et Kandi, Banikoara, Malanville, Karimama, Ségbana (dans le département de l'Alibori).

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Le but de l'étude est d'affiner la compréhension des dynamiques de conflit dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, y compris les dynamiques transfrontalières ; ainsi que leur intersection avec les dynamiques de genre, afin d'orienter les interventions du projet pour qu'elles renforcent effectivement la cohésion sociale horizontale et verticale, en prenant en compte et en cherchant à répondre aux disparités de genre. Cela permettra d'évaluer des facteurs de résilience et de vulnérabilité face aux groupes violents (groupes extrémistes violents, groupes criminels, banditisme, etc.), les risques de rivalités entre groupes violents et les perceptions communautaires.

De façon spécifique, il s'agit de :

- ❖ Mettre à jour et approfondir l'analyse des dynamiques de conflits dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori, y compris les dynamiques transfrontalières, en procédant à la typologie des conflits et en soulignant les connecteurs et diviseurs au sein de ces dynamiques ;
- ❖ Évaluer les facteurs de résilience et de vulnérabilité face à l'extrémisme violent dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori ;
- ❖ Évaluer les perceptions communautaires sur le niveau de cohésion sociale horizontale et verticale (confiance, collaboration avec d'autres groupes communautaires, et avec les autorités), sur les risques d'affrontement entre groupes violents et leurs retombées sur les communautés, et sur leur sentiment de pouvoir d'agir face aux dynamiques de conflit existantes ;

De manière transversale aux objectifs ci-dessus, analyser en quoi les dynamiques de conflits touchent différemment les hommes, les femmes, les jeunes filles et jeunes garçons, et les individus/groupes selon leurs moyens de subsistance ; ainsi que les disparités dans les facteurs de résilience et de vulnérabilité pour les hommes, les femmes, les jeunes filles et jeunes garçons et les individus/groupes selon leurs moyens de subsistance, face aux groupes violents ;

- ❖ Établir une liste de griefs par ordre d'importance pour chacun des groupes cibles ci-dessus afin d'orienter les modalités de mise en œuvre du projet ;
- ❖ Élaborer la cartographie des parties prenantes à mobiliser dans l'intervention, y compris la cartographie des organisations intervenant dans la zone à des fins de synergie et de coordination, les acteurs des médias à mobiliser à travers le projet, les parties prenantes des deux départements (Alibori, Atacora), y compris hors groupes cibles de l'action mais pouvant exercer une influence sur l'intervention (illustrer leur taille/pouvoir dans les départements et leur caractérisation : alliance (permanente / temporaire / d'opportunité), antagonisme (actif, ouvert, passif, latent...) ;
- ❖ Établir les valeurs de base des indicateurs de performance en lien avec le cadre logique afin de guider la planification, le suivi-évaluation et l'apprentissage.

COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES

La présente étude est de nature empirique et repose sur une approche mixte de collecte de données combinant méthodes qualitative et quantitative. Cette méthodologie a été choisie afin de mieux comprendre les dynamiques de conflit dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, y compris les dynamiques transfrontalières et leur intersection avec les questions de genre, dans le but d'orienter efficacement les interventions du projet. Les données collectées sont à la fois primaires (issues du terrain) et secondaires (issues de la revue documentaire), ce qui permet d'assurer la fiabilité et la validité des résultats ainsi qu'une compréhension approfondie des processus en jeu. L'approche qualitative s'est appuyée sur une revue documentaire, 36 entretiens individuels avec des personnes ressources clés (30 hommes et 6 femmes) et 54 focus groups (24 avec les hommes adultes, 10 avec les femmes adultes, 10 avec les jeunes hommes et 10 avec les jeunes femmes). L'approche quantitative s'est traduite par une enquête par questionnaire auprès de 1 040 personnes, réparties entre 525 hommes et 515 femmes, incluant des jeunes issus de différents groupes socioculturels. Les données quantitatives ont été analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel, tandis que les données qualitatives ont été traitées avec SPHINX et Word.

Les enquêtes ont été menées dans 52 villages répartis dans les 9 communes des départements de l'Atacora et de l'Alibori. La taille de l'échantillon a été déterminée selon l'approche de Dillman, qui recommande un minimum de 960

répondants. Les communes couvertes sont majoritairement rurales, avec un taux moyen de ruralité de 91,92 %. Les communes de Matéri, Karimama, Kérou, Kouandé et Ségbana affichent un taux de ruralité de 100 %, tandis que Kandi et Natitingou présentent une présence urbaine plus marquée, avec des taux respectifs de 32,86 % et 37 %. L'analyse quantitative inclut des statistiques descriptives pour synthétiser les données ainsi que des analyses multivariées pour explorer les relations entre variables.

Pour l'analyse qualitative, nous avons utilisé l'**analyse thématique** (Identification et interprétation des thèmes récurrents dans les réponses ouvertes) et l'**analyse de contenu** (Examen systématique du contenu textuel pour extraire des significations).

LIMITES

Le tableau ci-dessous présente les limites et les contraintes rencontrées et les mesures prises pour les atténuer.

Tableau 1: Limites et mesures d'atténuation

LIMITES		MESURES D'ATTÉNUATION	
Restrictions de mouvement	<p>L'insécurité qui sévit dans la zone de collecte a empêché la collecte des données dans certaines zones tampons limitrophes des parcs.</p> <p>Démarrage tardif et fin précoce des entretiens au cours de la période dans certaines communes</p>	<p>Substitution des villages concernés par d'autres villages</p>	<p>Les entretiens ont été conduits dans des villages identifiés par les autorités et les agents de terrain du projet NONSINA.</p> <p>Dans certaines communes où les pauses d'engins explosifs sont fréquentes, nous avons dû demander à l'équipe de collecte de ne pas emprunter les sentiers rarement fréquentés tôt le matin et d'éviter de se déplacer tard le soir.</p>
Difficultés d'accès à certaines personnes ressources	<p>» Certaines autorités identifiées pour être enquêtées n'étaient pas sur leur territoire au moment de l'étude.</p> <p>L'insécurité a entraîné le report des groupes de discussion ou la réduction des participants à un strict minimum, avec parfois des participants qui ne parlent pas afin de garantir la sécurité des chercheurs et des participants</p>	<p>Flexibilité de la coordination de la collecte de données</p>	<p>» Les agents de collecte ont dû faire plusieurs passages dans les villages pour pouvoir atteindre les cibles fixées.</p> <p>» Pour garantir la sécurité, nous avons recruté des agents de collecte originaires des zones de collecte ou ayant vécu dans ces localités et nous nous sommes également fait appuyer par les agents du projet NONSINA pour évaluer la situation sur le terrain et la faisabilité de la collecte des données</p>
Problème de Représentativité des femmes	<p>» La représentativité égale entre hommes et femmes n'a pu être observée en raison du refus de certaines femmes</p>	<p>Flexibilité de l'approche d'échantillonnage</p>	<p>» Les entretiens étant libres et volontaires, nous nous sommes contentés des personnes disponibles et volontaires à se faire interviewer</p>

LIMITES		MESURES D'ATTÉNUATION	
Information limitée pour certaines activités	» En raison d'une insuffisante représentativité des acteurs de certains médias (télévision, presse écrite, bandes dessinées) dans les communes, les informations recueillies sur les médias se sont focalisées essentiellement sur les radios locales.	Analyse adaptée	» Toutes les analyses sur les médias concernent les radios locales.

3. RESULTATS

RÉSULTAT #1 : Dynamiques de conflits dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori

L'étude s'est focalisée sur la compréhension des dynamiques de conflit dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora. Elle a permis d'analyser les circonstances d'émergence de ces conflits, dans leurs contextes particuliers. À ce sujet, elle révèle que la plupart des conflits identifiés au sein des communes sont de nature intra-communautaire.

Selon les résultats de l'étude, au cours des 12 derniers mois, 86,44% (soit 899 sur 1040) des participants à l'étude ont assisté ou entendu parler de conflits au sein de leur communauté, tandis que 13,08% (soit 136 sur 1040) ne les ont pas observés. Ces conclusions suggèrent une présence significative de conflits au sein des communautés, liés à plusieurs facteurs socio-culturels, économiques et politiques. Ces données trouvent une résonance dans les récits recueillis dans les groupes de discussion et les interviews individuelles. :

- *“Les causes de ces conflits sont principalement l'accès aux ressources naturelles, notamment la terre et l'eau.”* Propos d'un Responsable de la Préfecture de l'Alibori, 14/12/2024.
- *“Par rapport aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, il y a le non-respect des couloirs de passage par chaque catégorie d'acteurs, que ce soit les éleveurs comme les agriculteurs. Les éleveurs cultivent leurs champs sur les couloirs qui débouchent sur les points d'eau qui abreuvant les bétails. Il y a également l'empiètement des champs cultivables sur les couloirs de passage qui rend exigus les couloirs de passage des animaux. Il y a aussi le fort accroissement démographique des populations agricoles et la non-élasticité élasticité des terres disponibles.... Pour ce qui est des conflits entre communautés, on note la résurgence des conflits latents ou antérieurs mal gérés qui se traduisent par la vengeance et le repositionnement. Pour les conflits entre populations et FDS, ils sont causés par les tracasseries douanières et policières ... Il y a aussi le rançonnement et la prolifération des intermédiaires entre commerçants et agents de douane. Au niveau de plusieurs composantes des forces de défense et de sécurité (police, douane, eaux et forêts, armée terrestre et force navale) surtout au niveau des embarcadères où se développent des formes d'escroquerie et de rançonnement. Pour les conflits politiques, ils sont liés à l'analphabétisme, à l'ignorance, à la mauvaise compréhension et interprétation de la politique. On note également la manipulation de la population par les cadres et acteurs politiques de la commune qui se positionnent en pyromanes pour activer et renforcer les tensions entre communautés de tendances politiques différentes...”* Propos d'un Responsable de la Mairie de Malanville, 25/12/2024
- “En ce qui concerne les conflits domaniaux, les causes sont la non-sécurisation des terres, la mauvaise gestion de l'héritage, des conflits familiaux. Par rapport au conflit religieux, il y a la radicalisation des fidèles, la mauvaise interprétation des textes religieux par les leaders religieux, les discours religieux extrêmes. Quant au conflit politique, il est lié au non-respect des textes qui encadrent les élections, à l'intolérance, aux discours radicaliste et non tolérant des leaders politiques, au manque de formation des partisans à l'engagement politique, au manque de formation. Pour le conflit lié à la chefferie, il y a corruption, la non institutionnalisation de la chefferie traditionnelle comme cause.”* Propos d'un Représentant d'ONG à Kandi, 13/12/2024
- *“... Le conflit socioprofessionnel est causé par le fait qu'il y a plusieurs responsables pour le même poste, celui de la présidence des artisans. Le conflit entre commerçants est dû au non-paiement des dettes et pour le conflit conjugal, les causes sont multiples.”* Propos d'un Responsable d'unité de Police républicaine à Kérou, 20/12/2024

Ainsi, il ressort que les populations dans les zones du projet sont encore divisées sur des questions ethniques, religieuses, culturelles qui ont des conséquences néfastes sur le vivre-ensemble. Ce qui corrobore avec les conclusions de certains analystes qui affirment que ces zones sont « en proie aux affrontements causant des morts, des blessés et des déplacés et que l'harmonie entre ces communautés est largement tributaire des circonstances » (Timbuktu Institute, 2024⁴)

En plus des conflits internes de cohabitation qui caractérisent les communautés de cette zone de l'étude, sa position géographique l'expose aux effets transfrontaliers des conflits liés à l'extrémisme violent en provenance des pays du Sahel. Pour certains auteurs, cette zone semble même arborer les caractéristiques d'une zone de conflits endémiques et plusieurs communes dans cette zone ont déjà subi des attaques perpétrées par ces groupes informels (de Bruijne &

⁴ Timbuktu Institute (2024) - RAPPORT INÉDIT : Au-delà de la criminalité : Perceptions juvéniles de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Nord du Bénin

Gehrling, 2024⁵).

Aussi, un des principaux traits marquants de cette zone réside dans la faiblesse des ressorts institutionnels dans les zones frontalières, qui apparaît comme un facteur pertinent de l'émergence et de l'ancrage de dynamiques de radicalisme et de violences extrêmes (Nansounon, Abou Moumouni, & Elijan Djaouga, 2019⁶). En effet, malgré les efforts louables de l'État (à travers l'ABEGIEF), la problématique des frontières reste préoccupante au Bénin. Elle se traduit par une porosité des frontières et une multiplication des chemins de l'insécurité dans ces régions frontalières. La configuration sociale de part et d'autre des espaces frontaliers facilite la mobilité des peuples ayant des cultures et des religions communes et qui y vivent dans une certaine solidarité. Cette fluidité des frontières, sans doute utile pour des activités économiques et sociales, profite également aux acteurs engagés dans des activités illicites, dangereuses et préjudiciables à la sécurité. Elle favorise la création de nouvelles opportunités pour la circulation des personnes malveillantes, des stupéfiants et des armes à feu : le trafic d'armes légères et de munitions en provenance du Togo ; le trafic de l'essence de contrebande provenant du Nigeria, le trafic de drogue et de médicaments en provenance du Ghana, etc., sont des pratiques fréquentes enregistrées dans ces régions (Mossi A., 2022⁷) caractérisées par :

- Une insuffisance d'offre des services régaliens de l'État (infrastructure routière, de santé, d'éducation, d'énergie) qui suscite l'expression de frustrations au sein des populations avec une tendance vers le renoncement à la citoyenneté béninoise (cas de Karimama, de Ogamoin, de Samia) ;
- Une insuffisance des postes avancés et le dénuement en matériels et équipements de ceux qui existent : dans des contextes de l'existence de vastes zones forestières non contrôlées ;
- Une limitation des activités policières à l'intérieur du territoire ;
- Une ambiguïté sur les limites précises des frontières ;
- L'annexion de certaines localités par les pays voisins, surtout le Nigeria ;
- L'exposition des zones frontalières à la diffusion de pratiques criminelles ;
- Les flux insuffisamment contrôlés de migrants (fuyant les conditions socioéconomiques difficiles et victimes des conflits violents) ;
- Les frustrations des éléments des FDS (policiers, douaniers, militaires, eaux et forêts déployés dans ces zones) qui ont le sentiment d'être trahis (la troupe est désertée) en raison de leurs conditions de travail et du dénuement symptomatique de leurs administrations respectives ;
- La construction d'alliances stratégiques entre GAT et autres entrepreneurs de la violence ou auteurs des crimes économiques transfrontaliers organisés : développement d'une économie criminelle dans les zones frontalières (récupération des braquages et des kidnappings pour l'entretien des GAT, prélèvements d'une zakat irrégulière, braconnages, trafics de tous genres).

Les propos d'un responsable d'une ONG à Malanville donnent des détails sur les éléments qui favorisent le contexte tel qu'analysé plus haut: *“ La fermeture des frontières exacerbe la vulnérabilité des communautés, car la pauvreté les rend susceptibles à la corruption et à la fourniture d'informations. Les restrictions commerciales entravent les activités économiques et le remboursement des prêts. De plus, les divisions religieuses (multiplication des courants et des mosquées) et les conflits liés aux ressources (agriculture/élevage, propriété foncière) créent des tensions. Enfin, une faible communication et une méfiance envers les forces de sécurité (FDS) compliquent la situation...”*

Typologie, Manifestation et Récurrence des conflits

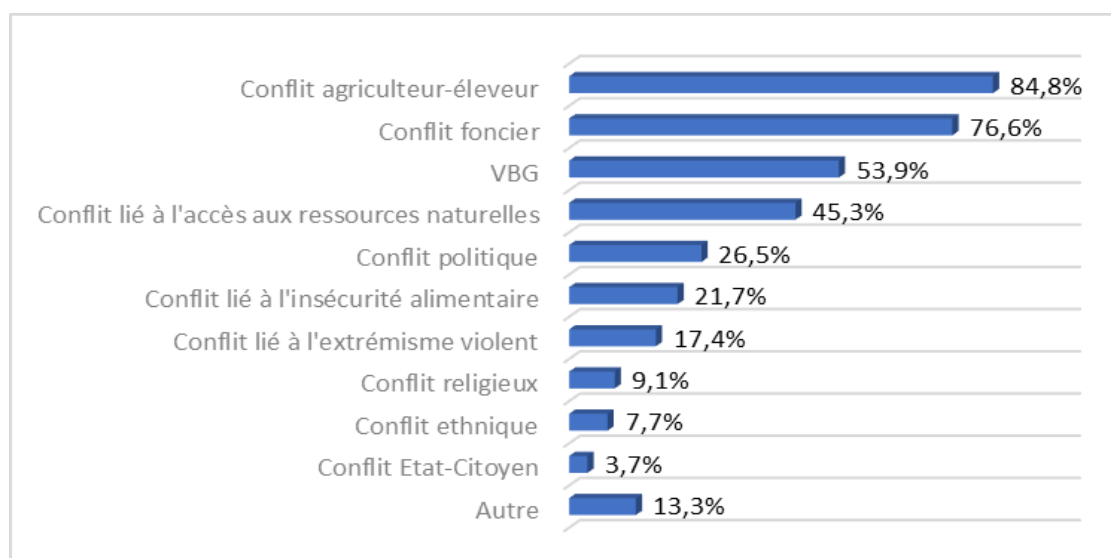
Typologie des conflits

Dans des proportions différentes, les résultats de l'étude ont déterminé 11 types de conflits qui se manifestent dans les 9 communes. Ils se présentent comme suit :

⁵ de Bruijne, K., & Gehrling, C. (2024). Dangerous Liaisons Exploring the risk of violent extremism along the border between Northern Benin and Nigeria. The Hague: Clingendael

⁶ Nansounon, O. Z., Abou Moumouni, I., & Elijan Djaouga, A. (2019). Etude complémentaire sur les risques et les facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République du Bénin. Dakar: CIVI POL-UE

⁷ Mossi, A. (2022). RAPPORT D'ANALYSE DU CONTEXTE DE RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT AU NORD BENIN. Cotonou: Coopération Suisse au Bénin



Graphique 1: Types de conflits vécus ou observés

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Les conflits agropastoraux (84,8%), les conflits fonciers (76,6%), les VBG (53,9%) et les conflits concernant l'accès aux ressources naturelles (45,3%) constituent les catégories de conflits les plus dominantes. Les extraits de propos d'entretiens qualitatifs et focus groups (ci-après) abordent dans le même sens : « *Les conflits qu'on enregistre dans notre communauté sont les conflits domaniaux, conflits religieux, politiques conflits liés à la chefferie traditionnelle* » (entretien avec un représentant d'ONG à Banigourou, commune de Kandi, le 13/12/24). « *Les conflits auxquels nous faisons face dans la communauté ici sont les conflits Agropastoraux, conflits liés à la chefferie traditionnelle* » (entretien avec un responsable d'unité de police à Ségbana, le 18/12/2024). « *Les conflits que nous déplorons ici sont les conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits conjugaux, conflits fonciers, conflits politiques, conflits liés à l'extrémisme violents* » (Focus group avec les jeunes garçons à Birni-Lafia, commune de Karimama, le 15/12/24).

Manifestation des conflits

Les conflits agropastoraux sont les plus fréquemment recensés au sein des communautés. Ils sont causés, notamment, par une agriculture extensive et consommatrice de terres, qui pousse les agriculteurs à étendre leurs champs jusque dans les couloirs de passage et autour des points d'abreuvement des animaux. Ces conflits sont également aggravés par une transhumance mal encadrée, menée de nuit ou par des bouviers peu expérimentés, ainsi que par la déprofessionnalisation de l'élevage avec l'entrée de nouveaux acteurs capitalistes déléguant leurs troupeaux à des bergers non formés. À ces facteurs s'ajoutent aussi le déploiement des groupes extrémistes violents et les vols de bétail dans la région du Sahel qui engendrent des déplacements des transhumants du Sahel vers les pays de la Côte (Bernard & Mossi, 2023⁸).

Ainsi, les conflits qui opposent les agriculteurs aux éleveurs sont alimentés en partie par ces acteurs eux-mêmes et en une autre partie par les changements intervenus dans leurs activités et dans leurs contextes. Parmi eux, il y en a qui décident de ne pas respecter les règles collectives définies qui régissent et régulent les accès à ces ressources. Il y en a aussi qui développent des comportements tendant à privatiser les espaces communs collectifs en excluant les autres ayants droit. C'est le cas lorsque les éleveurs, s'accrochant aux pratiques ancestrales d'élevage transhumant, décident de pratiquer la transhumance nocturne interdite et envahissent les champs des agriculteurs. C'est aussi le cas lorsque les agriculteurs, dans une logique d'agriculture extensive, développent leur champ jusqu'au-delà des couloirs de passage ou en obstruant l'accès aux sources d'eau pour l'abreuvement des animaux. Tous ces comportements déviants enregistrés dans les deux camps compromettent les règles de cohabitation pacifique entre ces deux protagonistes qui, pourtant, sont interdépendants l'un de l'autre en raison de la nature de leurs activités professionnelles.

Cet état de choses est illustré par les propos suivants : « *Par rapport aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, les éleveurs ne respectent pas toujours les couloirs de passage. Pour les conflits domaniaux, telle famille se juge mieux placée pour disposer de tel domaine au détriment des autres, ce qui amène des problèmes* » (entretien avec une autorité policière dans la commune de Kérou, le 20/12/24). Pour les jeunes de Karimama rencontrés lors d'un focus group, « *ces conflits que l'on rencontre à Karimama sont les conflits agriculteurs et éleveurs pour le non-respect des*

⁸ Bernard, A., & Mossi, A. (2023). An Assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin. The Hague: Stichting Elva

couloirs de passage par les deux parties (soit c'est l'agriculteur qui cultive et qui entre dans le couloir de passage, ou c'est l'éleveur qui abandonne le couloir de passage pour rentrer dans le champ des autres) ». (Focus group avec les jeunes de Karimama centre, le 20/12/24)

Les conflits agro-pastoraux se généralisent et apparaissent comme des phénomènes omniprésents qui éprouvent les capacités de résilience et la cohabitation pacifique des populations locales. La bataille pour l'accès aux ressources naturelles (l'eau, la terre et le pâturage) de plus en plus limitées concentre tous les enjeux de la cohabitation entre les communautés d'agriculteurs et celles des pasteurs éleveurs dans les zones septentrionales du Bénin (Bernard & Mossi, 2023). Cette bataille se développe dans des contextes marqués par des modèles agricoles extensifs, une marchandisation et une spéculation autour du foncier et une pression démographique. Dès lors, elle engendre une multiplication des revendications et des dynamiques d'opposition autochtones versus étrangers autour de l'accès à la terre. Ces oppositions se traduisent par des exclusions de certaines communautés de l'accès à la terre et aux ressources connexes (Peuhls, colons agricoles, étrangers, etc.) (Mossi A., 2022⁹).

Ces zones sont aussi confrontées au développement d'une transhumance transfrontalière dans des contextes où des réformes sont implémentées pour restreindre l'accès aux zones de « bons pâturages » (les parcs et les forêts classées, l'interdiction de la transhumance internationale, la politique de sédentarisation des éleveurs, l'adoption du code pastoral, etc.) (Sampaio, Mossi, Beevor, & Sambiéni, 2023¹⁰).

Ces différentes pratiques font émerger dans les communes, de façon récurrente, des conflits intercommunautaires en lien avec la gouvernance au niveau de la gestion des ressources naturelles entre les agriculteurs et les éleveurs qui arborent de plus en plus des dimensions communautaires : Un conflit entre un agriculteur et un éleveur appelle toujours des actes de violence qui opposent la communauté des éleveurs et celle des agriculteurs. L'une cherche à venger le sang de son ressortissant contre le sang des ressortissants de l'autre.

Au fond, les différentes communautés vivant sur ces territoires entretiennent de vieilles conflictualités. Et comme le rapporte l'Institut Timbuktu publié en 2024, « Le problème n'est pas seulement une affaire entre agriculteurs et éleveurs », il a pris des proportions de haine entre les communautés. Ceci se manifeste par « des injures, des malédictions, la globalisation d'un cas isolé, des affrontements sans causes valables entraînant des morts, des blessés et des déplacés » (Timbuktu Institute, 2024¹¹).

Ces conflits deviennent de plus en plus armés et se soldent par des pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables. Pour ce qui concerne les facteurs de conflits fonciers, ils sont occasionnés par la pression démographique, la perte de fertilité des sols dans des pratiques agricoles extensives, des quêtes permanentes de terres de cultures et destructrices de l'environnement, la marchandisation des terres qui engendre la vente multiple des terres avec des remises en cause permanente des transactions foncières. On peut également évoquer la marginalisation de certaines communautés, basée sur des critères comme l'ethnicité, le genre, la religion ou le statut socio-économique, qui empêche une intégration harmonieuse et crée des divisions : certains sont considérés comme des étrangers et n'ayant pas droit à l'accès à la terre. D'autres sont vus comme des personnes serviles devant vivre de manière dépendante pour l'accès aux biens et services et aux ressources de production. Ainsi, les migrants qui ont bénéficié des terres agricoles depuis des décennies sont sommés d'abandonner ces terres par les autochtones. En outre, l'introduction des réformes foncières avec l'introduction des attestations de détention coutumière (ADC) exacerbe les problèmes d'accès à la terre. Beaucoup d'enjeux émergent en raison de ce mécanisme d'affirmation de la propriété foncière, qui apparaît comme la source de nombreux conflits communautaires ou d'une catégorie d'acteurs (Peulh, migrants plus ou moins récents, classes serviles), en raison de leur statut social, leur mode de vie, leur mobilité sont exclus de la détention desdites attestations.

Quant aux conflits liés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles, on peut évoquer les rapports conflictuels perceptibles ou non entre les populations locales et le nouveau gestionnaire des deux parcs nationaux (Pendjari et W) qui ne facilitent pas le développement des communautés qui sont dans leur grande majorité des agriculteurs et des éleveurs. Ces propos ressortis lors d'un focus group à Matéri illustrent bien cela : *« Aujourd'hui l'African Parc a pris une grande partie de nos superficies où on faisait nos champs... »* (Focus group de discussion, village de Dassari, commune de Matéri, le 20/12/2024). C'est dans ce contexte que certains perçoivent le nouveau mode de gestion des parcs comme plus contraignant à leurs yeux. L'accès à la terre et à l'eau devient un enjeu pour l'État, les agriculteurs, les

⁹ Mossi, A. (2022). RAPPORT D'ANALYSE DU CONTEXTE DE RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT AU NORD BENIN. Cotonou: Coopération Suisse au Bénin

¹⁰ Sampaio, A., Mossi, A., Beevor, E., & Sambiéni, E. (2023). RESERVE ASSETS MAY 2023 ARMED GROUPS AND CONFLICT ECONOMIES IN THE NATIONAL PARKS OF BURKINA FASO, NIGER AND BENIN. Global Initiative Against Transnational Organised Crime

¹¹ Timbuktu Institute. (2024). Au-delà de la criminalité. Perceptions juvéniles de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Nord du Bénin. African Center For Peace Studies, 1-39

éleveurs, les pêcheurs, les tradi-thérapeutes, etc. Face à ces nouvelles mesures, des frustrations naissent et s'amplifient avec des tendances de radicalisation.

On note également les violences qui opposent les populations aux autorités en lien avec des questions politiques (24,5%). Ces violences politiques ont engendré des frustrations nées des réformes qui ont exclu certaines forces politiques depuis ces dix dernières années. Ces réformes évoquées par les interlocuteurs semblent persister et ne facilitent pas la participation inclusive aux élections nationales. Elles sont brandies par certains acteurs pour justifier leur indifférence ou leur non-participation à la gouvernance publique. Pour d'autres, elles sont la raison de leur refus de payer des impôts dans certaines communes dont les ressources propres sont en chute drastique.

Par ailleurs, les conflits politiques sont également internes aux communautés et les opposent les unes aux autres en raison des appartenances politiques diverses. Ne pas appartenir au même parti politique est synonyme d'inimitié dans certaines localités comme Karimama où les tensions politiques engendrent des clivages importants au sein de la communauté. Cet extrait des propos d'un responsable d'ONG en dit long : « *Pour les conflits politiques, il y a même des villages qui sont reconnus comme étant un nid de conflits politiques. Dans ces villages-là, la politique a tellement divisé les gens que des frères de la famille ne s'adressent même plus la parole. Quand on prend le village de Banikanni, la politique les a tellement divisés que le Président de l'Association des parents d'élèves (APE) de l'école étant du Parti BR, un parent FCBE refuse que son enfant fréquente l'école, juste parce que le Président APE est du parti BR. Lui en laissant que son enfant fréquente l'école, c'est qu'il est inférieur et qu'il se soumet au BR. C'est comme ça également que la politique a divisé le village de Mamassi Peulh en deux. A Mamassi Peulh, c'est un problème profond. Même les interventions communautaires sont compliquées. Le village étant divisé en deux, en BR et en UP-R qui est profond que les enfants n'ont pas le droit de se marier entre eux. Si un enfant UP-R est amoureux d'une fille BR, ce mariage n'aura pas lieu. Même nos interventions ne sont souvent pas possibles là-bas. On est souvent obligé de faire intervenir le Maire pour que les interventions puissent se faire. Le BR étant au pouvoir, ils interdisent qu'on intervienne de l'autre côté du village où ce sont des UP-R. Nous autres, étant des ONG, nous ne pouvons pas tenir compte de ces divisions-là dans nos interventions. Ça complique un peu nos interventions là-bas. Il y a même un village où les gens ne sont pas d'accord avec le délégué qui est installé et pour cela, on ne l'appelle pas délégué, on l'appelle le vieux, juste parce qu'on ne le reconnaît pas comme étant le délégué. Les gens pensent que ce n'est pas lui qui devrait être le délégué et qu'on l'a parachuté là alors qu'en réalité, il n'est pas censé être le délégué* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Karimama centre, le 20/12/2024).

En outre, l'insuffisante implication des communautés dans les instances de concertation avec l'État au sujet des réformes politiques et économiques apparaît comme une source de frustrations des populations. Les différentes réformes de l'État sont perçues par les communautés comme des mécanismes mis en place pour réprimer les populations ou les affamer. Au nombre de ces réformes créant des mécontentements, on peut citer l'interdiction de l'exportation de produits tels que le soja, la noix de cajou, l'amande de karité, le riz, etc. et dont le prix à l'achat au Bénin n'arrange pas les producteurs en comparaison de ce qu'ils peuvent gagner dans les pays voisins. Toutes ces transformations sociales, économiques, culturelles et politiques rapides génèrent de l'incertitude et de l'anxiété, provoquant des tensions au sein des communautés locales.

Au nombre des conflits verticaux entre État et citoyens, on peut également revenir sur la difficile cohabitation entre forces de défense et de sécurité et les populations des zones exposées aux actes d'extrémisme violent. Cet extrait est une illustration de la perception des ONG locales à cet effet : « *Il y a aussi l'aspect de la faible communication entre les populations et les FDS parce qu'aujourd'hui les populations ne comprennent pas que les FDS ont été des civils avant d'être agents de sécurité ; donc qu'ils sont là pour leur sécurité. Il ne doit pas y avoir un bras de fer entre les populations et les FDS. Ils doivent communiquer afin que les informations fiables leur parviennent pour permettre à ce que leur sécurité soit garantie. Il y a la méfiance des populations par rapport à la dénonciation des personnes suspectes* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Karimama centre, le 20/12/2024).

Les autres conflits mentionnés, vécus ou observés par les répondants, sont principalement centrés sur des tensions communautaires et intercommunautaires, notamment entre les villages voisins. Il s'agit par exemple de "conflits liés à la chefferie traditionnelle", comme le cas de Brignamaro et Yakrigorou (dans la commune de Kérou). Les "conflits d'intérêts financiers", les conflits liés à "l'alcoolisme et à la consommation de stupéfiants", ainsi que des tensions dues à l'accès limité aux ressources et services sociaux de base comme la santé, sont mentionnés également par les interlocuteurs. L'encadré ci-dessous présente une situation de conflit liée à la chefferie traditionnelle dans la commune de Kérou.

Il existe une situation conflictuelle intense entre Brignamaro et Yakrigorou qui perdure depuis quelques années dans la commune de Kerou. Les sources de ce conflit sont liées à la chefferie traditionnelle. En effet, selon les interlocuteurs, deux candidats s'affrontent au poste de roi de Brignamaro. Sur les deux protagonistes, un est du village de Yakrigorou et l'autre de Brignamaro. L'empereur de Nikki aurait reconnu le candidat de Yakrigorou mais celui-ci est contesté par Brignamaro qui est le chef-lieu de l'arrondissement et qui ne reconnaît pas la légitimité du candidat de Yakrigorou. La situation a dégénéré en affrontement sanglant et depuis lors les deux villages s'observent en ennemis. Les habitants de Brignamaro exigent que le roi provienne de leur village. Cette crise engendre des affrontements entre ces deux localités et dès que ces affrontements commencent les élèves du village de Yakrigorou n'ont plus accès au collège situé à Brignamaro. Pour les soins, les habitants de Yakrigorou préfèrent se rendre à Kouandé pour se faire soigner et éviter d'être pris à partie par les habitants de Brignamaro. Le président des jeunes de Yakrigorou déclare " ni moi ni le chef de village ne pouvons aller à Kèrou en passant par Brignamaro. Le jour où nous commettons cette erreur, c'est notre dépouille qui retournera dans notre village. C'est pareil pour le Chef d'Arrondissement de Brignamaro : il sait que le jour où il viendra ici c'est sa dépouille que ses parents viendront chercher" (Entretien en focus group avec les jeunes garçons de Yakrigorou, le 19/12/24)

À tous ces conflits internes s'ajoute la crise entre le Bénin et ses voisins tels que le Niger et le Burkina après le coup d'État intervenu au Niger le 26 juillet 2023. Cette crise politique qui est suivie de sanctions de la CEDEAO met à mal l'économie des communes frontalières, notamment dans l'Alibori. La crise de confiance née de l'attitude du gouvernement béninois face aux États voisins, la dynamique de respect des décisions de la CEDEAO ont conduit au renoncement des accords de coopération militaire et de renseignement entre le Bénin et ses voisins du Sahel. Cette crise de confiance a conduit à la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger, par exemple, et elle fragilise les capacités de résilience collective des communautés face aux menaces de l'extrémisme violent. Elle rend difficile la lutte contre ce fléau et occasionne une augmentation des incidents qui y sont liés. Les extraits de propos ci-dessous illustrent bien cette situation : « *La fermeture des frontières fait que la résilience des communautés est extrêmement difficile, parce que les hommes en face ont la facilité de corrompre ou de négocier les jeunes afin de leur fournir des informations pour des miettes, et tout cela est lié à la pauvreté. Par exemple, les commerçants qui achètent le maïs à Guéné, arrivés à Bodjécali, il y a la douane qui est là et qui sévit. En dehors de cela, il y a eu par le passé, la facilité d'aller au Niger et les vivres circulaient : le haricot quittait le Niger pour le Bénin et le maïs quittait pour aller au Niger. Aujourd'hui, il n'y a plus cette facilité, cela les met en difficulté parce qu'ils ont contracté des prêts qu'ils n'arrivent pas à solder. S'il n'y avait pas la fermeture des frontières, par exemple, je connais des jeunes qui allaient chaque mardi au marché de Gaya pour prendre des friperies à vil prix et venir les revendre, mais aujourd'hui ils ne peuvent pas* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Malanville centre, le 16/12/2024).

Acteurs impliqués/exposés aux conflits

Les données révèlent (comme l'indique le tableau ci-dessous) que les divers conflits impliquent une pluralité d'acteurs qui y jouent des rôles actifs ou passifs. Ainsi, on retient que les conflits entre agriculteurs et éleveurs (84,6%), les conflits liés à l'accès à la terre (77,0%) et ceux liés aux autres ressources naturelles (30,5%) impliquent plus les hommes. Ceux-ci sont à la fois les animateurs et les victimes de ces conflits par leurs différents comportements orientés vers l'accaparement des espaces communs, la privatisation de l'espace collectif et le non-respect des codes de conduite régissant la cohabitation pacifique, les transactions foncières irrégulières (vente multiple d'un même espace, défrichage du champ dont la propriété n'est pas établie, non-respect des limites de leurs terres par les protagonistes). À titre illustratif, selon les membres de l'association des agriculteurs de Fètékou dans la commune de Kérou « *les parties prenantes des conflits agriculteurs-éleveurs et conflits fonciers sont les hommes* ». (Un homme à Fetekou, le 17/12/2024).

Tableau 2: Types de conflits concernant spécifiquement les hommes, les femmes et les autres groupes

vulnérables

Types de conflits (QCM)	Concernant les femmes adultes		Concernant les hommes		Concernant les autres groupes vulnérables	
	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)
Aucun	10,0%	90	1,6%	14	62,1%	558
Conflit agriculteur-éleveur	10,7%	96	84,6%	761	7,3%	66
Conflit ethnique	1,2%	11	4,9%	44	1,8%	16
Conflit religieux	1,3%	12	6,9%	62	0,6%	5
VBG	57,1%	513	5,3%	48	6,5%	58
Conflit lié à l'accès aux ressources naturelles	36,9%	332	30,5%	274	7,8%	70
Conflit lié à l'insécurité alimentaire	19,5%	175	10,9%	98	8,6%	77
Conflit foncier	14,0%	126	77,0%	692	10,1%	91
Conflit politique	2,1%	19	23,6%	212	1,0%	9
Conflit Etat-Citoyen	0,8%	7	3,9%	35	0,3%	3
Conflit lié à l'extrémisme violent	4,7%	42	14,1%	127	3,7%	33
Ne sait pas	2,2%	20	0,7%	6	10,3%	93
Nombre de Répondants		899		899		899

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Les hommes sont au cœur de ces enjeux en raison de leur rôle dans la gestion des ressources familiales et de leur profession qui les oblige à partager les mêmes espaces communs. Les données issues de la collecte indiquent que les femmes sont majoritairement exposées aux violences basées sur le genre (57,1%), aux conflits autour des ressources naturelles (39,6%). Elles sont aussi en partie victimes de conflits liés à l'insécurité alimentaire et de conflits fonciers. Ces chiffres sont confirmés par le volet qualitatif dont quelques propos illustratifs sont : « *Les femmes sont les plus nombreuses à être victimes des conflits liés aux ressources naturelles et les violences basées sur le genre* » (Un membre de l'association des éleveurs de Danri, Kouandé). « *Les conflits liés aux VBG sont des conflits qu'on retrouve notamment dans les foyers entre mari et femme* » selon un responsable de média local communautaire de Démanou dans la commune de Banikoara. Ces propos sont appuyés par le récit ci-dessous concernant une femme à Birni (Commune de Kouandé).

Dans le village de Birni (commune de Kouandé), une femme s'est vu donner une portion de terre par son père avant le décès de celui-ci. Elle a toujours exploitée cette terre sans aucun problème jusqu'au décès du père. Après le décès, les frères de la femme ont décidé de lui arracher la terre sous-prétexte qu'elle est vieille et n'a plus la force d'exploiter la terre. Elle s'y est opposée et les frères cherchent à l'envoûter avec la complicité de son époux. Les frères auraient plusieurs fois confié des poudres étranges à l'époux pour qu'il les introduise dans le repas de la femme. Mais elle a toujours déjoué le complot puisque le mari s'y prend toujours mal et elle les découvre. Aujourd'hui la femme est accusée de sorcellerie par ses propres frères qui n'ont pas réussi à l'exproprier et elle est devenue la risée et le sujet de commérage de plusieurs personnes dans le village.

Ainsi, les femmes subissent ces conflits en raison de leur statut social (elles sont généralement dans une situation de dépendance vis-à-vis des hommes) et de leur rôle dans la gestion des ressources domestiques. Par exemple, selon les éléments qui ressortent des focus groups avec les agriculteurs de Gomparou dans la commune de Banikoara, ces conflits surviennent surtout en raison de « *la pauvreté, de la jalousie au sein des couples, du manque de soutien l'un par l'autre entre les conjoints et de l'infidélité de l'un des conjoints* » (focus group avec les associations des agriculteurs de Gomparou, le 20/12/2024).

Fréquence des conflits

Les fréquences de conflits sont variables selon la commune et le type de conflits, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Fréquence des conflits selon la commune

	Fréquence des conflits agriculteurs-éleveurs				
Commune	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Banikoara	0.0%	2.1%	12.4%	41.2%	44.3%
Kandi	0.0%	1.9%	21.5%	36.4%	40.2%
Karimama	0.0%	12.5%	17.5%	20.0%	50.0%
Kérou	0.0%	6.3%	8.8%	31.3%	53.8%
Kouandé	0.0%	18.2%	36.4%	29.9%	15.6%
Malanville	0.0%	41.0%	32.8%	14.2%	11.9%
Matéri	0.0%	15.1%	37.7%	40.6%	6.6%
Natitingou	0.0%	15.5%	16.9%	49.3%	18.3%
Ségbana	2.0%	2.0%	9.8%	58.8%	27.5%
	Fréquence des conflits fonciers				
Commune	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Banikoara	0.0%	2.8%	6.6%	35.8%	54.7%
Kandi	0.0%	2.2%	63.4%	29.0%	5.4%
Karimama	0.0%	9.7%	3.2%	29.0%	58.1%
Kérou	0.0%	1.3%	2.7%	40.0%	56.0%
Kouandé	0.0%	29.5%	32.8%	14.8%	23.0%
Malanville	0.0%	29.8%	39.7%	17.4%	13.2%
Matéri	0.0%	15.7%	25.8%	53.9%	4.5%
Natitingou	0.0%	18.8%	10.9%	57.8%	12.5%
Ségbana	0.0%	4.1%	40.8%	40.8%	14.3%
	Fréquence des conflits relatifs aux VBG				
Commune	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Banikoara	0.0%	5.5%	43.6%	49.1%	1.8%
Kandi	0.0%	18.8%	63.5%	16.7%	1.0%
Karimama	0.0%	12.8%	38.5%	35.9%	12.8%
Kérou	0.0%	8.3%	58.3%	8.3%	25.0%
Kouandé	0.0%	7.7%	30.8%	30.8%	30.8%
Malanville	0.0%	38.9%	39.8%	20.4%	0.9%
Matéri	1.9%	19.2%	63.5%	11.5%	3.8%
Natitingou	0.0%	2.4%	51.2%	41.5%	4.9%
Ségbana	0.0%	9.3%	65.1%	16.3%	9.3%
	Fréquence des conflits liés aux ressources naturelles				
Commune	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Banikoara	0.0%	2.8%	2.8%	88.9%	5.6%
Kandi	0.0%	8.7%	73.9%	17.4%	0.0%
Karimama	0.0%	16.7%	50.0%	33.3%	0.0%
Kérou	0.0%	1.4%	8.5%	28.2%	62.0%
Kouandé	0.0%	18.4%	51.0%	18.4%	12.2%
Malanville	0.0%	47.0%	33.3%	19.7%	0.0%
Matéri	0.0%	7.6%	44.6%	37.0%	10.9%
Natitingou	0.0%	5.4%	48.6%	45.9%	0.0%
Ségbana	0.0%	25.0%	25.0%	41.7%	8.3%

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Le tableau ci-dessus révèle que les tensions entre agriculteurs et éleveurs sont particulièrement **fréquentes à Kérou** (53,8% « toujours ») et **Karimama** (50,0%). À **Banikoara**, **Kandi** et **Ségbana**, plus de 40% des répondants déclarent qu'ils surviennent « toujours », indiquant une présence chronique de ce type de conflit. En revanche, **Malanville**, **Matéri**, et **Kouandé** enregistrent des taux plus faibles de fréquence élevée (« toujours »), suggérant une intensité relativement moins soutenue dans ces zones.

En ce qui concerne les **conflits fonciers**, ils sont très fréquents à **Karimama**, **Kérou**, et **Banikoara** (avec plus de 54% des répondants qui les signalent comme « toujours » présents). À **Kandi**, la majorité des répondants (63,4%) rapportent que ces conflits surviennent seulement « parfois », ce qui pourrait indiquer une dynamique plus diffuse. Les communes comme **Kouandé** et **Malanville** montrent une occurrence modérée, sans pic clair dans la fréquence.

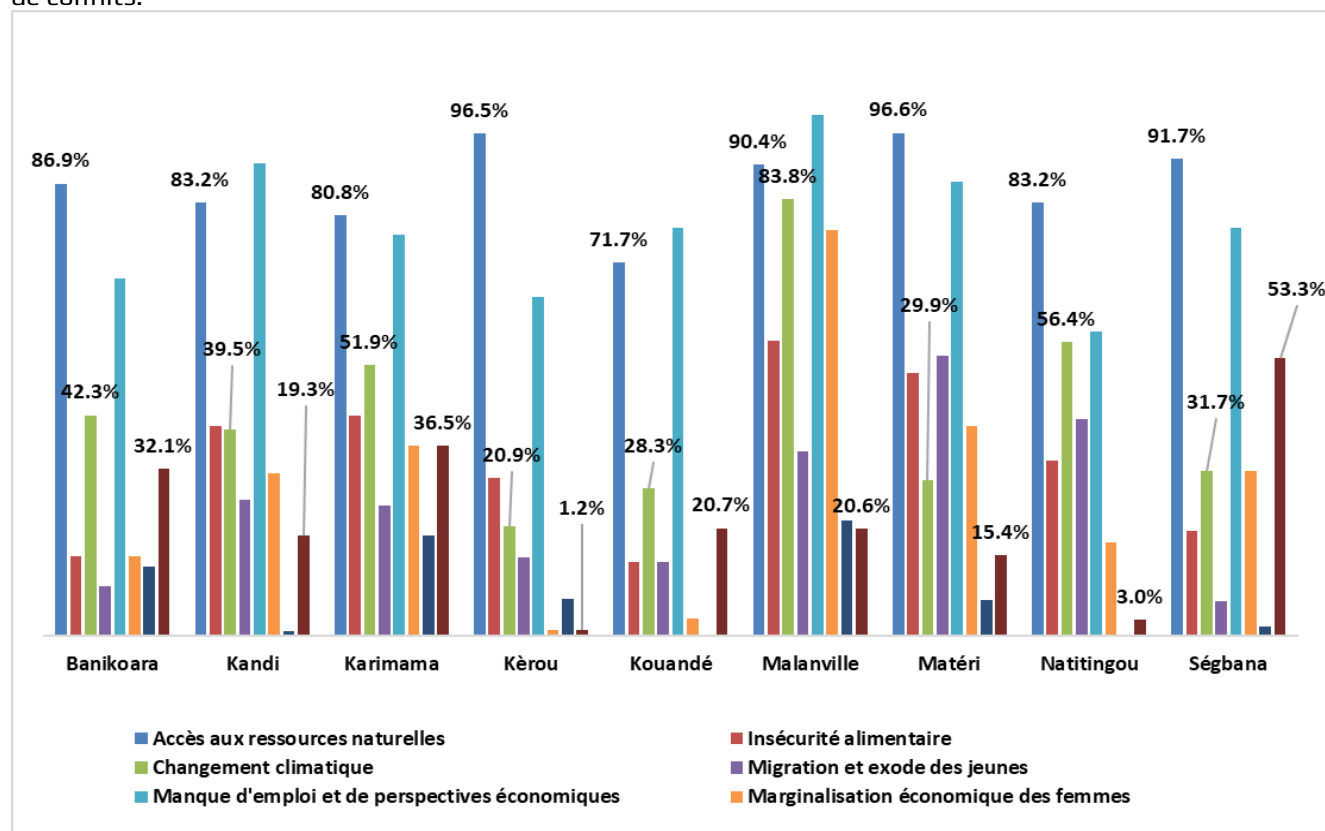
En outre, les **conflits relatifs aux VBG** sont perçus comme **relativement fréquents**, mais varient selon les contextes. À **Banikoara** et **Kouandé**, plus de 30% des personnes enquêtées estiment qu'elles surviennent « toujours », ce qui est préoccupant. **Kandi**, **Matéri**, et **Ségbana** rapportent des taux élevés de VBG « parfois », avec peu de cas signalés comme « toujours », ce qui pourrait refléter une certaine invisibilisation ou tolérance des violences. À **Natitingou**, la majorité les perçoit comme « souvent » ou « parfois », ce qui indique une persistance.

Les conflits pour les ressources naturelles sont **très prononcés à Kérou** (62,0% « toujours »), et **Banikoara** (88,9% « souvent »). **Karimama**, **Matéri**, **Natitingou** et **Ségbana** rapportent des taux élevés de conflit « parfois » ou « souvent », signe de pression croissante sur les ressources. **Malanville** semble être relativement moins affectée, avec près de la moitié des répondants indiquant une faible fréquence (« rarement »).

Par ailleurs, les conflits fréquents sont ceux qui se produisent plusieurs fois dans chaque saison ; les conflits réguliers sont saisonniers, alors que les conflits occasionnels se produisent de manière circonstancielle. Aussi bien les populations que les autorités soulignent cela, comme l'indiquent les propos suivants: « *Les conflits agriculteurs-éleveurs surviennent souvent pendant la saison des pluies et pendant les récoltes* ». (Un agent de police à Kandi, le 13/12/2024) . Pour un interlocuteur de la Préfecture de Natitingou, « *Ces conflits sont cycliques* » (Un Responsable à la Préfecture de Natitingou, le 18/12/2024).

Causes des conflits

Comme l'indique le graphique ci-dessous, les causes des conflits varient d'une commune à une autre et selon le type de conflits.



Graphique 2: Facteurs généraux contribuant aux conflits

Source : Données de terrain, Décembre 2024

L'**accès aux ressources naturelles** est la cause la plus citée dans toutes les communes étudiées. Elle est perçue comme un facteur central de conflits à Kérou (96,5 %), Matéri (96,6 %), Ségbana (91,7 %), Malanville (90,4 %), Banikoara (86,9 %), et Kandi (83,2 %). Cela s'explique par la forte dépendance des populations à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche dans un contexte de pression foncière croissante, accentuée par les sécheresses et la dégradation de l'environnement.

L'**insécurité alimentaire** constitue également une cause significative, notamment à Malanville (56,6 %), Matéri (50,4 %), Karimama (42,3 %) et Kandi (40,3 %). Ces niveaux élevés révèlent les tensions générées par la précarité des moyens de subsistance, l'insuffisance de récoltes, et les difficultés d'accès à une alimentation suffisante. À l'inverse, des communes comme Kouandé (14,1 %) ou Banikoara (15,3 %) semblent moins affectées par cette problématique.

Le **changement climatique**, avec ses effets sur les cycles de production et la disponibilité des ressources naturelles, est perçu comme une cause importante de conflit dans plusieurs zones : Malanville (83,8 %), Natitingou (56,4 %) et Karimama (51,9 %). Ces données traduisent une conscience croissante de l'impact de la variabilité climatique sur les tensions sociales. En revanche, Kérou (20,9 %) et Kouandé (28,3 %) enregistrent des niveaux de perception plus faibles.

La **migration et l'exode des jeunes** sont cités comme cause importante à Matéri (53,8 %), Natitingou (41,6 %) et Malanville (35,3 %), ce qui reflète une perte de main-d'œuvre locale, le délitement du tissu familial et la pression sur les ressources dans les zones de transit ou d'accueil. Ce facteur est beaucoup moins mentionné dans des communes comme Ségbana (6,7 %) ou Banikoara (9,5 %).

Le **manque d'emploi et de perspectives économiques**, quant à lui, est un facteur transversal et presque unanimement reconnu comme source de conflits, notamment à Malanville (100 %), Kandi (90,8 %), Matéri (87,2 %), Karimama (76,9 %) et Kouandé (78,3 %). Ce manque de perspectives pour les jeunes accentue leur vulnérabilité à la manipulation, au recrutement par des groupes violents ou à des comportements déviants.

La **marginalisation économique des femmes** est particulièrement soulignée à Malanville (77,9 %), Matéri (40,2 %) et Karimama (36,5 %). Cela indique des inégalités persistantes d'accès aux ressources économiques et au pouvoir décisionnel. À l'inverse, ce facteur est peu perçu à Kérou (1,2 %) ou Kouandé (3,3 %).

Le **mauvais leadership religieux** est peu cité globalement, mais atteint des niveaux notables à Karimama (19,2 %) et Malanville (22,1 %), où des tensions pourraient être alimentées par des discours extrémistes, des rivalités confessionnelles ou une perte de légitimité des guides spirituels. Les autres communes semblent peu concernées par cette problématique, avec des taux très bas voire nuls.

Enfin, les **discriminations** sont perçues comme causes de conflits de façon plus marquée à Ségbana (53,3 %) et Karimama (36,5 %), où elles pourraient toucher certaines communautés ethniques ou sociales. Ce facteur est marginal dans des zones comme Kérou (1,2 %) ou Natitingou (3,0 %), suggérant des environnements plus inclusifs ou une moindre visibilité de ces formes d'exclusion.

Les résultats de cette analyse soulignent le rôle prépondérant des facteurs économiques et environnementaux dans l'émergence de conflits violents. Le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, couplé à un accès inégalitaire aux ressources naturelles (terres, pâturages, eau), constitue un terreau fertile pour les tensions et les conflits communautaires. Concernant spécifiquement les différends liés à l'accès aux ressources (agriculteurs/éleveurs, fonciers), le non-respect des accords établis pour une coexistence pacifique est fréquemment cité comme un facteur aggravant.

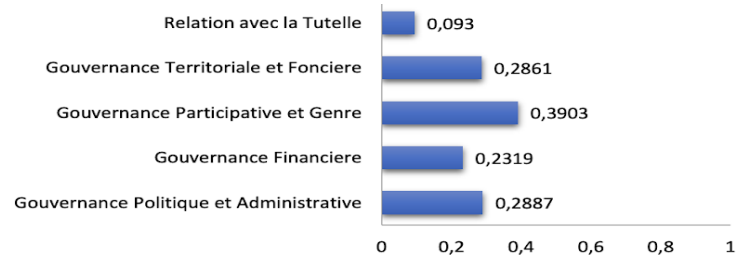
Cet extrait des échanges avec un représentant d'ONG à Karimama illustre bien cela: « *Les causes sont essentiellement liées au non-respect du code de la transhumance. Parfois les couloirs ne sont même pas allés jusqu'au bout ; les couloirs s'arrêtent à un niveau donné et la petite partie qui est bien faite n'est pas respectée. Pour les conflits fonciers, ce sont des gens qui empruntent des terres et qui finissent par se réclamer propriétaires des terres pendant que les ayants droit se mettent à réclamer, et c'est comme cela que les conflits fonciers dégénèrent...* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Karimama centre, le 20/12/2024). Un autre responsable d'ONG à Ségbana partage : « *les causes de ces conflits sont les inégalités dans la répartition des terres, la mauvaise gestion des terres par commune, la corruption des autorités administratives et des chefs coutumiers, l'insuffisance des couloirs de passage des animaux face à une pratique d'élevage transhumant et extensif, le non-respect des couloirs de passage existants* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Ségbana centre, le 20/12/2024).

Par ailleurs, l'analyse des discours tirés des focus groups avec les jeunes de Matéri et Banikoara a permis de dégager d'autres causes profondes. À Matéri, les jeunes hommes rencontrés en focus group évoquent le manque de points d'eau, le manque de terre cultivable, les problèmes familiaux, le manque de couloir de passage qui oppose les agriculteurs et les éleveurs, l'insuffisance des terres qui oppose les populations entre elles, l'insuffisance de l'espace de pâturage, comme causes des conflits. À Banikoara centre, les conflits recensés sont principalement attribués au non-paiement des loyers fonciers, à la location multiple des mêmes parcelles et à la discrimination liée au statut de réfugié.

Ces problèmes sont également exacerbés par le changement climatique, qui affecte les sources de subsistance. Ce changement climatique se manifeste à travers les inondations cycliques, le bouleversement des pluviométries, la désertification et les températures trop élevées. Les extraits suivants illustrent cette réalité : « *Les causes des conflits sont entre autres,..., l'accès aux ressources (pâturage), les changements climatiques.* » (Entretien individuel avec les Responsables médias publics, privés et communautaires, Natitingou, le 13/12/2024). « *Les causes de ces conflits sont l'accès aux ressources, les changements climatiques, l'agriculture extensive avec l'usage des pesticides divers,...* » (Un Responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits, Natitingou, le 20/12/2024).

L'analyse des autres causes évoquées (24%) lors des focus groups révèle divers facteurs affectant les communautés. Parmi ceux-ci, on note des éléments interpersonnels tels que la jalousie, la rivalité, les conflits d'intérêts, la consommation d'alcool frelaté et de stupéfiants, ainsi que des différends comme les dettes impayées ou les cas d'enfants battus.

En outre, des problèmes structurels sont soulignés comme sources de tensions communautaires et interpersonnelles difficiles. Il s'agit notamment de la marginalisation de certaines communautés spécifiques comme les Peuls (sédentaires à Kandi, Zanfara à Ségbana), les migrants, les déplacés internes ou les réfugiés venus du Burkina-Faso, ainsi que de la mauvaise gouvernance et du manque d'accès à l'éducation et à l'électricité. Ces facteurs, même s'ils sont cités de manière sporadique, mettent en lumière des défis importants en matière de cohésion sociale, des enjeux politiques et économiques nécessitant des interventions structurelles ciblées pour améliorer l'accès aux ressources et réduire les tensions dans ces zones.



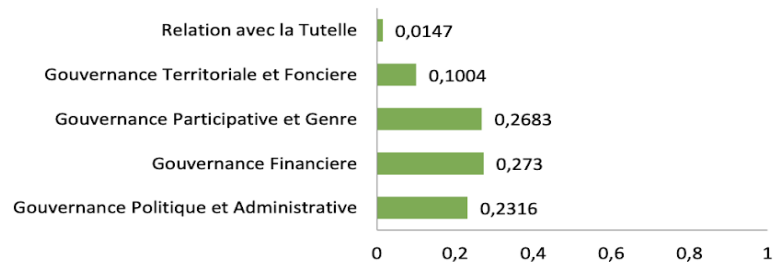
Source : Données collectées auprès des communes du département

Graphique 3: Indice de gouvernance locale du département de l'Alibori par domaine

En effet, selon le rapport sur l'indice de la gouvernance locale, édition 2016, ainsi que l'indique le graphique ci-dessus, le département de l'Alibori présente des résultats peu satisfaisants dans tous les domaines de gouvernance retenus. Le sous-indice le plus significatif du département est celui qui concerne le domaine de la gouvernance participative et le genre (0,3903) et le plus faible est lié au domaine de la relation avec la tutelle (0,0093). Ces résultats posent un véritable problème de gouvernance locale dans tous les domaines de gouvernance retenus pour cette étude.

D'après les données reçues au niveau des communes (Mairies), les valeurs de l'indice de gouvernance locale par commune sont : Banikoara (0,1122), Gogounou (0,1043), Malanville (0,0757), Kandi (0,0598), Karimama (0,0289). Au vu de ces données, les communes du département de l'Alibori présentent des faiblesses notoires en matière de bonne gouvernance. Ce niveau des IGL ne favorise pas la décentralisation et le développement à la base dans les communes du département.

Les données affichent la même tendance avec le département de l'Atacora dont le profil de l'indice de gouvernance locale se présente comme suit :



Source : A partir des données fournies par les communes

Graphique 4: Indice de gouvernance locale du département de l'Atacora par domaine

Dans les cinq (05) domaines de l'Indice de Gouvernance Locale, le département de l'Atacora présente des résultats critiques. Comme l'indique le graphique ci-dessus, les scores des sous-indices dans les cinq domaines de gouvernance retenus sont faibles. Ce score moyen extrêmement faible traduit l'état de la gouvernance locale en général dans le

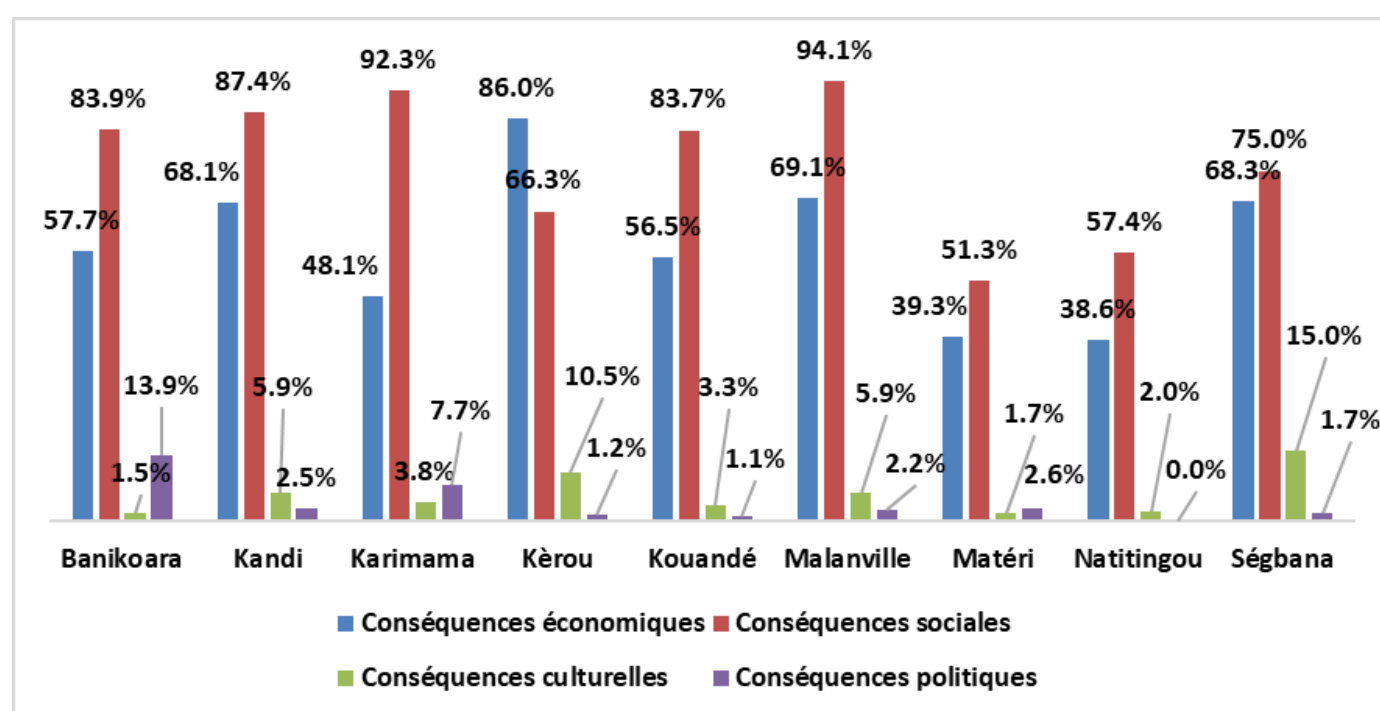
département. Ces résultats montrent qu'il y a un véritable problème de gouvernance locale dans les communes du département au titre de l'année 2016. Cette situation exige que des mesures audacieuses soient prises tant au niveau préfectoral que national, pour repositionner les communes du département sur les chantiers de la bonne gouvernance locale.

À l'échelle communale, l'indice de gouvernance locale des neuf communes du département se situe entre 0,0019 et 0,1136, traduisant des niveaux de gouvernance plus ou moins hétérogènes entre les communes. Les valeurs par commune sont : Matéri (0,1136), Péhunco (0,0902), Boukombé (0,0695), Kouandé (0,0453), Tangiéta (0,0372), Cobly (0,0256), Natitingou (0,0209), Toukountouna (0,0133), Kérou (0,0019).

Globalement, les deux départements présentent les mêmes profils de gouvernance locale faible et de conflits, à savoir les conflits communautaires (agriculteurs vs éleveurs ; groupes détenteurs de la propriété foncière Vs groupes métayers, etc.) ; les conflits statutaires (autochtones Vs migrants ; Béninois Vs Burkinabè ; hommes Vs femmes ; adultes Vs jeunes, etc.). Toutefois, les communes de l'Atacora connaissent spécifiquement des conflits liés à la consommation d'alcool et de divers stupéfiants, alors que l'Alibori enregistre des conflits de cohabitation avec les étrangers, notamment les Burkinabè et les Nigériens.

Conséquences des conflits

Les conflits ont de lourdes conséquences sur la cohabitation pacifique, la cohésion sociale, la solidarité communautaire et la coopération.



Graphique 5: Conséquences des conflits par commune

L'analyse des conséquences des conflits révèle une prédominance marquée des impacts **sociaux** dans toutes les communes, en particulier à Malanville (94,1 %), Karimama (92,3 %), Kandi (87,4 %) et Banikoara (83,9 %). Cet extrait illustre bien ce type de conséquence : « *Les conséquences de ces conflits sont entre autres les divorces, l'abandon des enfants, la prolifération des enfants de la rue, la prolifération des cas sociaux, l'utilisation des enfants pour les vols, des pertes en vies humaines, les dégâts matériels, les crises de confiance, la dislocation du tissu social, l'abattage du bétail des éleveurs, les emprisonnements, la défiance de l'État à travers ses agents en poste, les cas de vandalisme, etc.* » (Entretien avec un responsable d'ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits à Malanville centre, le 17/12/2024).

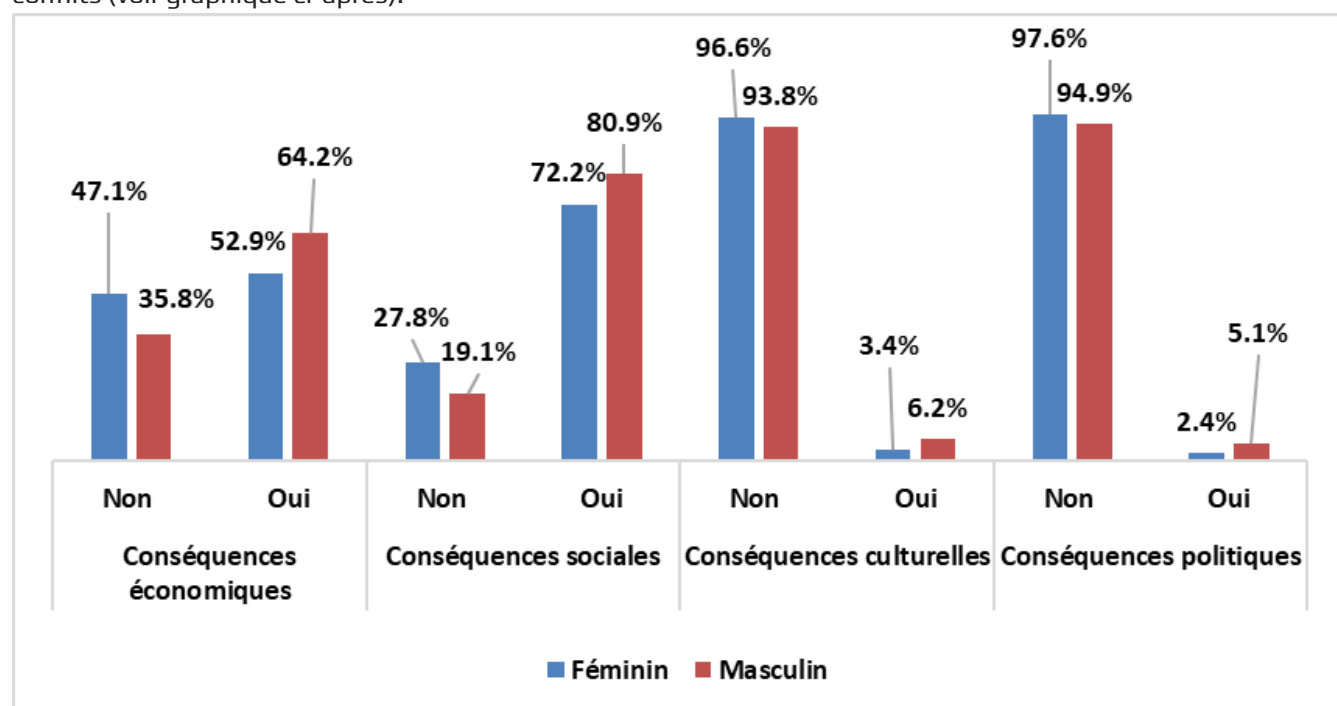
Les **conséquences économiques** viennent en deuxième position, avec des pourcentages élevés à Kérou (86,0 %), Ségbana (68,3 %), Malanville (69,1 %) et Kandi (68,1 %).

Les **conséquences culturelles** sont généralement peu évoquées, avec un pic relatif à Ségbana (15,0 %) et Kérou (10,5 %).

Enfin, les **conséquences politiques** apparaissent comme les moins citées, avec des pourcentages très bas dans toutes les communes, allant de 0 % à 13,9 %, ce dernier taux étant enregistré à Banikoara.

Les extraits suivants donnent plus de détails sur la diversité des conséquences : « *En février 2024, à Kouandé, il y a eu un braquage où le pied d'un naténi a été amputé. Plus tard, après sa guérison, il prétend avoir reconnu ceux qui l'ont braqué. Il dit que c'était des peulhs. Les parents de ces derniers sont allés se venger en détruisant et brûlant tous les biens du camp peulhs. Ils ont même tué 2 personnes* » (Focus group avec des jeunes hommes de Chabi-Couma, commune de Kouandé, le 15/12/2024). Faisant référence aux conflits agriculteurs-éleveurs, les jeunes de Kompanti ont partagé : « *S'agissant des conflits agriculteurs et éleveurs, on a la destruction de camps peulhs, des coups et blessures volontaires, la rupture du lien social ; la mort des personnes dans le camp des groupes en conflits, la division de la population, des conséquences économiques désastreuses* » (Focus group avec des jeunes hommes de Kompanti, commune de Karimama, le 14/12/2024). « *En ce qui concerne les conflits domaniaux, il y a souvent l'usage des positions politiques pour l'accaparement des terres en litige. Pour les conflits entre agriculteurs et éleveurs, la destruction massive des champs en pleine récolte des agriculteurs. Il y a aussi la radicalisation des tensions entre agriculteurs et éleveurs, les conflits armés entre les deux acteurs, la résurgence des conflits latents en guise de vengeance. Il y a aujourd'hui le non-respect des parents comme conséquence des conflits.* » (Focus group avec des jeunes hommes de Angaradebou, commune de Kandi, le 20/12/2024).

En outre, les données ventilées par sexe révèlent des différences notables dans la perception des conséquences des conflits (voir graphique ci-après).



Graphique 6: Perception des conséquences selon le sexe des répondants

Pour les conséquences économiques, 64,2 % des hommes les perçoivent contre 52,9 % des femmes, indiquant une sensibilité plus marquée chez les hommes aux pertes de revenus, à la destruction des moyens de subsistance ou à la perturbation des activités génératrices de revenus. Cette différence pourrait s'expliquer par le rôle généralement plus prononcé des hommes dans les chaînes économiques formelles locales (agriculture, commerce transfrontalier, élevage, etc.). Également, les conséquences sociales sont plus fortement ressenties par les hommes (80,9 %) que par les femmes (72,2 %), bien que les deux sexes reconnaissent leur importance de manière significative. S'agissant des conséquences culturelles, elles sont très peu reconnues par les deux sexes, avec seulement 6,2 % des hommes et 3,4 % des femmes les identifiant. Cela montre que les effets des conflits sur les pratiques culturelles, les traditions ou les rites sont généralement moins visibles ou peu priorisés dans la perception des populations, bien qu'ils puissent exister en profondeur. Enfin, les conséquences politiques sont également peu perçues, surtout par les femmes (2,4 %) comparativement aux hommes (5,1 %).

Le tableau ci-après récapitule les différentes conséquences que les interlocuteurs ont énumérées lors des entretiens individuels et des focus groups.

Tableau 4: Types de conséquences

Type de conséquences	Conséquences
Conséquences sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Déplacements forcés ou abandon des villages natals - Instabilité sociale - Crises de confiance - Dislocation du tissu social - Peur - Haine - Divorces - Abandon des enfants - Prolifération des enfants de la rue - Prolifération des cas sociaux - Utilisation des enfants pour les vols - La non-cohabitation - Non-assistance - La répudiation - Rancune - Privation du sexe - Xénophobie ou fulbephobie - Persécutions - Coups et blessures - Déguerpissement de campements
Conséquences économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des cultures agricoles - Abattage du bétail des éleveurs - Dégâts matériels - Aggravation de la pauvreté / précarité - Augmentation de la pauvreté
Conséquences culturelles	<ul style="list-style-type: none"> - La non-cohabitation - Rancune et haine - Dislocation du tissu social
Conséquences institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Défiance de l'État à travers des attaques contre les agents en poste - Emprisonnements - Cas de vandalisme - Insécurité - Persécutions - Crises de confiance envers les institutions - Non-assistance (attendue des autorités) - Mauvaise réponse institutionnelle perçue - Réduction de la légitimité des structures locales ou nationales

Source : Données issues des entretiens individuels et des focus groups, Décembre 2024

L'extrémisme violent engendre des conséquences profondes et multiformes touchant toutes les composantes de la société, avec des degrés de résilience variables selon le statut et la situation économique des groupes concernés. Sur le **plan social**, il provoque des déplacements forcés, des pertes en vies humaines, la peur, la dislocation du tissu communautaire et des crises de confiance. Sur le **plan économique**, il entraîne la destruction des moyens de production et de subsistance (cultures, bétail, commerces), aggravant ainsi la pauvreté et la précarité. Les **conséquences institutionnelles** se manifestent par la destruction d'édifices publics et des symboles de l'État, une défiance accrue envers les autorités et un affaiblissement de la présence étatique, notamment dans les zones rurales. Le tableau ci-dessous présente quelques conséquences à travers des statistiques.

Tableau 5: Conséquence des conflits pour la période 2023-2024

Commune	Nombre d'attaques terroristes	Nombre d'enlèvements d'individus	Nombre de civils morts	Nombre de déplacés internes	Nombre d'écoles fermées	Nombre d'élèves impactés	Nombre de centres de santé fermés	Nombre de réfugiés
Kérou	10	4	17	900	5	500	3	200
Karimama	7	4	15	500	7	563	2	150

Commune	Nombre d'attaques terroristes	Nombre d'enlèvements d'individus	Nombre de civils morts	Nombre de déplacés internes	Nombre d'écoles fermées	Nombre d'élèves impactés	Nombre de centres de santé fermés	Nombre de réfugiés
Banikoara	8	2	16	300	3	300	2	100
Matéri	6	1	6	200	4	419	1	50
Kouandé	5	1	5	100	1	100	1	30
Kandi	4	1	4	50	1	50	1	20
Natitingou	3	1	3	30	1	30	1	10
Ségbana	2	1	2	20	1	20	1	5
Malanville	4	1	1	10	1	10	1	5
Totaux	49	16	67	2110	21	1992	13	570

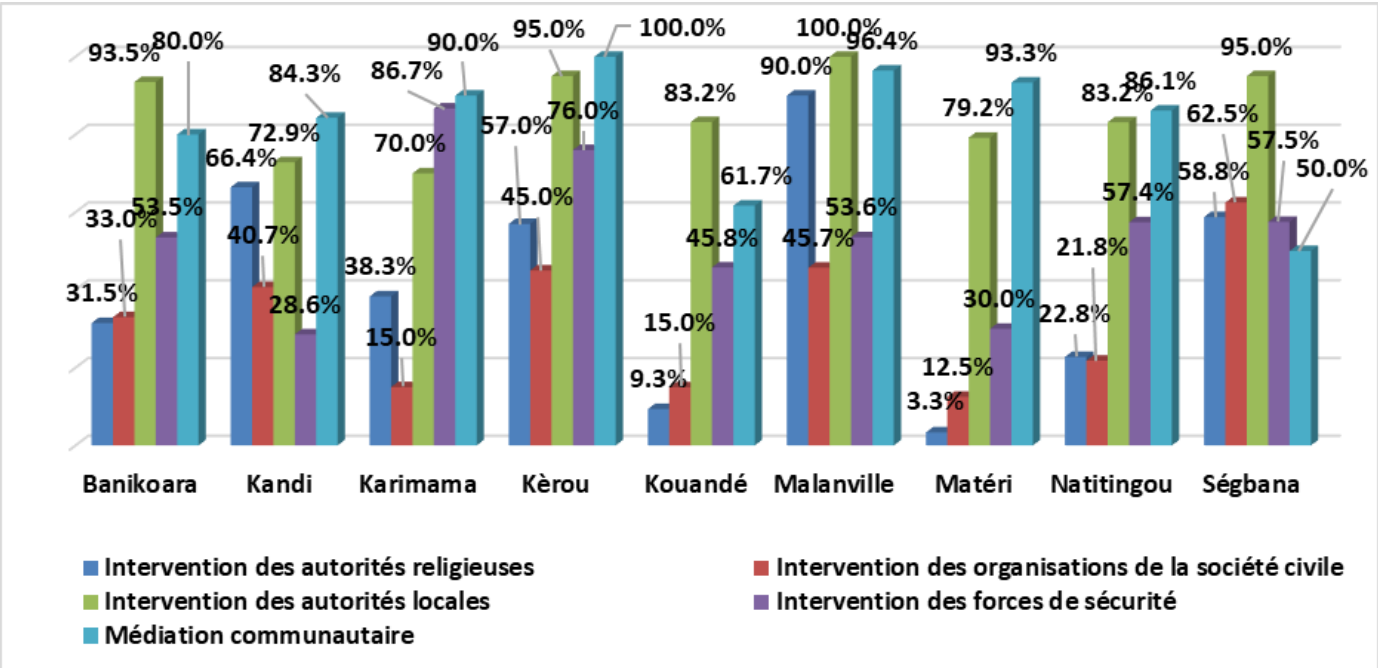
Source : Revue de littérature, Décembre 2024

Les hommes adultes et jeunes (civils et membres des forces de défense et de sécurité) sont les principales victimes des attaques d'extrémisme violent et des enlèvements. Ils sont ciblés à cause de leur statut social (bras valides, détenteurs d'information, susceptibles de dénoncer les groupes extrémistes violents ou de les rejoindre, connaissance du terrain, force physique, détenteur d'une surface économique moyenne, etc.). Nombre d'entre eux sont tués par balles, sont enlevés de leur domicile ou de leur lieu de travail ou sont égorgés devant les membres de leurs familles nuitamment. On a noté aussi le cas de deux femmes ayant sauté sur des engins explosifs improvisés dans la commune de Matéri au cours de l'année 2024. Pour ce qui concerne les déplacements forcés engendrés par les actes d'extrémisme violent, ils concernent en grande partie les femmes (adultes et jeunes) et les enfants de tous sexes confondus. Les fermetures des écoles concernent plus les enfants, filles et garçons, dont nombre d'entre eux n'ont plus l'opportunité d'être réintégrés dans une école et sont exposés aux mariages précoces et forcés ou à l'oisiveté et à la délinquance.

Pour ce qui concerne la fermeture des centres de santé, elle a été provisoire après les attaques enregistrées dans les localités de leur implantation. L'ensemble des centres de santé fermés pour cause d'extrémisme violent a rouvert ses portes et les agents vont à leurs occupations au moment de cette mission de recherche. Mais les agents rencontrés témoignent de la peur qui les hante au quotidien et nombre d'entre eux ne montent plus les gardes pour se prémunir.

Mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants

Les résultats montrent une diversité de mécanismes de prévention et de gestion des conflits en fonction des communes.



Graphique 7: Mécanisme de prévention et de gestion des conflits selon la commune

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Selon le graphique ci-haut, l'intervention des autorités locales est largement perçue comme un levier central de

gestion des conflits dans toutes les communes. Les taux les plus élevés sont enregistrés à Malanville (100 %), Kérou (95 %), Ségbana (95 %), Banikoara (93,5 %) et Natitingou (83,2 %). Cela montre que les élus locaux et les représentants administratifs jouent un rôle majeur dans la régulation des tensions, notamment grâce à leur proximité avec les populations et leur pouvoir d'arbitrage institutionnel.

La **médiation communautaire** se distingue également comme un mécanisme très répandu, particulièrement à Kérou (100 %), Malanville (96,4 %), Matéri (93,3 %), Karimama (90,0 %) et Natitingou (86,1 %). Ce mode de résolution des conflits repose sur des structures coutumières et participatives, avec une forte implication des notables, sages, chefs traditionnels et comités locaux. Ces médiations contribuent à apaiser les tensions avant qu'elles n'escaladent.

L'**intervention des forces de sécurité** est fortement citée à Karimama (86,7 %) et Kérou (76 %), indiquant une présence active dans le règlement de certaines formes de conflits, notamment ceux liés à la sécurité, aux vols ou aux violences. Dans d'autres communes comme Kandi (28,6 %) et Matéri (30,0 %), cette intervention est perçue comme plus limitée, ce qui peut s'expliquer par un manque d'effectifs, de moyens ou de confiance de la population envers ces forces.

Les **autorités religieuses** sont considérées comme des acteurs de prévention importants à Malanville (90,0 %), Kandi (66,4 %) et Ségbana (58,8 %), montrant leur capacité à influencer les comportements et à promouvoir la paix sociale à travers leurs prêches et médiations. En revanche, leur rôle est perçu comme très faible à Matéri (3,3 %), Kouandé (9,3 %) et Natitingou (22,8 %), ce qui indique une neutralité assumée dans les dynamiques locales de gestion des conflits.

Enfin, les **organisations de la société civile (OSC)** ont une présence contrastée selon les communes. Leur contribution est bien reconnue à Ségbana (62,5 %), Kérou (45,0 %), Malanville (45,7 %) et Kandi (40,7 %), traduisant une implication active dans la sensibilisation, la formation et la médiation. À l'inverse, leur influence est beaucoup plus faible à Matéri (12,5 %), Karimama (15,0 %) et Kouandé (15,0 %), ce qui reflète un tissu associatif moins développé ou peu opérationnel.

Généralement, ces mécanismes sont portés par des comités locaux multiacteurs qui permettent de conduire des processus de médiation et de règlements pacifiques des conflits entre les protagonistes. Cependant, il est important de noter que nombre de ces comités ne fonctionnent plus faute de soutiens financiers. La plupart sont mises en place par des initiatives extérieures (projets) qui sont terminées, et la dynamique de fonctionnement n'a pas survécu à la fin desdites initiatives. Or les budgets communaux ne prévoient généralement pas de ligne de fonctionnement pour les comités. En outre, certains membres de ces comités se sont rendus coupables de corruption, d'actes de parti pris et de partialité dans la résolution des conflits. Enfin, d'autres comités ont été phagocytés par les acteurs politiques qui les instrumentalisent pour défendre des intérêts politiques particuliers. Ceci a déteint sur leur crédibilité et la crédibilité des comités. En conséquence, ils ont perdu leur légitimité aux yeux de certains acteurs protagonistes des conflits. C'est la situation de la plupart des comités de transhumance dans les communes parcourues qui ne parviennent plus à régler les conflits dont ils sont en charge.

L'appréciation de l'efficacité de ces comités dans ces conditions est diversifiée et dépend de la position des acteurs dans le dispositif de la gouvernance locale. Comme le révèlent les extraits ci-dessous, les populations pensent que ces mécanismes sont peu efficaces. « *L'efficacité de ces instances et mécanismes est à désirer. Car les acteurs n'ont pas reçu une formation leur permettant de jouer efficacement ce rôle.* » (Entretien avec un agent d'une ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits, Kandi le 13/12/2204). « *Ces instances ne sont pas toujours efficaces, car ces conflits sont causés la plupart du temps par les frères des membres de ces comités.* » (Entretiens avec. Un homme adulte à TCHANHOUKOSSI, Matéri, le 18/12/2204).

Tableau 6: Mécanismes de prévention et de gestion des conflits impliquant plus les femmes et les jeunes hommes

Mécanismes de prévention et de gestion des conflits (QCM)	Mécanismes impliquant plus les femmes		Mécanismes impliquant les jeunes (de 18 à 35 ans)	
	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)
Médiation communautaire	70,4%	732	72,1%	750
Intervention des autorités locales	53,8%	559	65,7%	683
Intervention des forces de sécurité	14,8%	154	27,5%	286
Intervention des autorités religieuses	29,4%	306	25,1%	261
Intervention des organisations de la société civile	23,9%	249	22,8%	237
Aucun	12,8%	133	9,4%	98
Ne sait pas	3,4%	35	3,1%	32

Mécanismes de prévention et de gestion des conflits (QCM)	Mécanismes impliquant plus les femmes		Mécanismes impliquant les jeunes (de 18 à 35 ans)	
	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)
Nombre de répondants		1040		1040

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Bien que les mécanismes de gestion des conflits locaux intègrent les femmes et les jeunes, leur rôle se limite majoritairement à celui de participants ou de cibles des actions de médiation et de sensibilisation. Les mécanismes privilégiés par les populations, notamment les femmes, sont la médiation communautaire et l'intervention des autorités locales. Ces approches sont perçues comme plus efficaces et dignes de confiance que les instances étatiques, en particulier pour les conflits n'impliquant pas de violence physique. Les témoignages recueillis à Kandi, Ségbana, Kérou, Kouandé et Malanville illustrent cette préférence pour les règlements à l'amiable et l'implication des chefs locaux avant de recourir à la justice étatique. En voici quelques propos illustratifs : « *Le règlement à l'amiable est le mode de règlement le plus utilisé. La communauté a compris que la meilleure façon de trouver une solution à leur problème, c'est la médiation communautaire.* » (Entretien individuel avec un jeune à Ségbana, le 18/12/2024). « *Les autorités locales (les délégués) font un règlement juste. Quant aux forces de sécurité, elles font de la corruption.* » (Focus group avec les jeunes filles de Brignamaro, commune de Kérou, le 20/12/2024)

Le recours aux forces de sécurité est plus fréquent chez les jeunes (27,5%), notamment en cas de violence physique ou de pertes humaines. Des jeunes rencontrés à Kérou, Kouaba et Dassari confirment utiliser la police comme premier recours dans ces situations, comme l'illustre cet extrait : « *Nous utilisons le commissariat en premier recours en cas de coup et de blessure, mais en cas de conflit verbal, on essaie le règlement à l'amiable* » (Jeunes de Kérou, le 18/12/2024). Enfin, les femmes bénéficient davantage des interventions des organisations de la société civile (OSC) que les jeunes. Cette priorisation s'explique par la perception des femmes comme étant les premières et les plus nombreuses victimes des conflits, ce qui motive l'action ciblée de nombreuses OSC en leur faveur.

RÉSULTAT #2 : Les mécanismes de résilience et les facteurs de vulnérabilité face à l'extrémisme violent dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori

Dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, face aux conflits menaçant la paix communautaire et dans un contexte d'extrémisme violent, les acteurs sociaux mettent en place divers mécanismes pour renforcer leur résilience. Le graphique ci-dessous étale en détails les différents mécanismes les plus sollicités par les communautés dans les deux départements.



Graphique 8: Principaux mécanismes de résilience face aux conflits dans la communauté

Le graphique révèle que la solidarité communautaire (83,8%) et l'intervention des autorités locales (71,9%) sont les principaux mécanismes utilisés par les communautés pour développer leur résilience face aux conflits. Les interventions des autorités religieuses (37,7%) et celles des organisations de la société civile (33,4%) sont également non négligeables. L'accès aux services de sécurité (17,7%) et aux services publics de base (11,8%) est moins souvent cité, tandis que l'accès aux ressources productives est mentionné par 25,4% des répondants.

La solidarité communautaire et l'intervention des autorités locales sont ainsi deux mécanismes cruciaux auxquels ont recours les populations de la zone de l'étude pour renforcer leur résilience face aux conflits qui menacent leur coexistence pacifique. Elles mettent en exergue l'importance des liens sociaux et de la centralité des autorités locales légitimes (coutumières et administratives).

Dans la zone d'étude, les femmes ont mis en place des groupements appelés « Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit ». Ces structures favorisent l'épargne et l'accès à des prêts à faible taux d'intérêt, en évitant les procédures complexes et coûteuses des institutions de microfinance. A travers ces groupements d'intérêt économique et de solidarité, elles mobilisent le capital qui leur permet de développer des activités génératrices de revenu. Ceci les rend économiquement autonomes et renforce leur résilience face à l'extrémisme violent. Les interventions des organisations de la société civile, en plus de ce qu'elles appuient les initiatives au niveau des AVEC, les accompagnent dans l'organisation des séances de discussions et de dialogue autour de la nécessité de la cohésion sociale, de la vie associative, de la gouvernance locale, etc.

En ce qui concerne les autorités religieuses, elles jouent un rôle complémentaire à travers les prêches sur les valeurs religieuses de paix, d'amour, morales et éthiques. Les instants de prière sont considérés comme des espaces d'échanges pour promouvoir la paix et la cohésion sociale.

Pour ce qui est des autres facteurs identifiés, les initiatives de sensibilisation et d'éducation sont des facteurs de résilience importants. Par exemple, un répondant mentionne "sensibilisation communautaire" et "les sensibilisations de U-REPORT de Karimama", soulignant l'importance de l'éducation et de la communication pour renforcer la résilience communautaire. Enfin, certains répondants soulignent l'absence de solutions alternatives et la nécessité de faire face aux conflits sans autre choix. Par exemple, un répondant note : "on n'a pas d'autres solutions alternatives" et "on n'a pas d'autre choix que d'y faire face". Ceci illustre la résilience forcée en l'absence d'autres options.

Facteurs de résilience spécifiques au genre (femmes et jeunes)

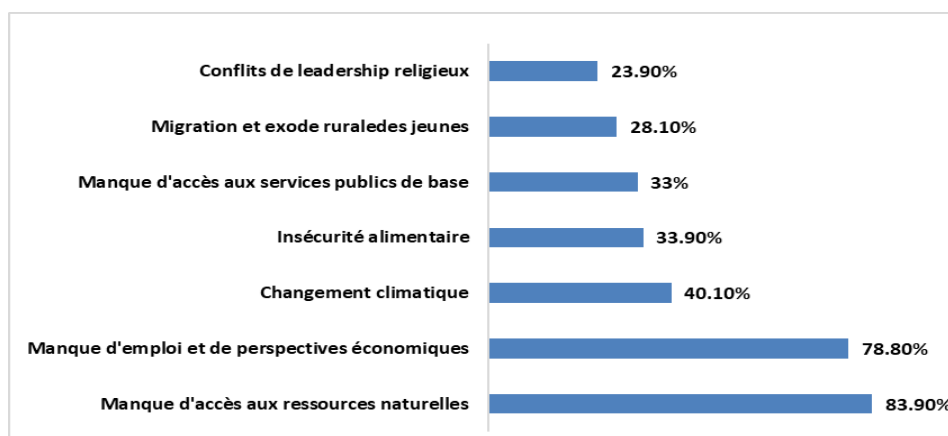
Tableau 7 : Principaux facteurs de résilience spécifiques aux femmes et aux jeunes face aux conflits dans la communauté

Facteurs de résilience	Pourcentage	
	spécifiques aux femmes	spécifiques aux jeunes
Solidarité communautaire	77,0%	77,6%
Intervention des autorités locales	47,6%	62,4%
Intervention des organisations de la société civile	23,8%	25,9%
Intervention des autorités religieuses	30,9%	24,8%
Accès aux services de sécurité	6,5%	10,4%
Accès aux services publics de base	5,3%	5,2%
Accès aux ressources productives	13,9%	21,1%
Autonomisation économique	16,7%	14,9%
Accès au pouvoir décisionnel au niveau familial	5,3%	4,9%
Accès aux instances de prise de décision	4,9%	9,0%
Aucun	6,9%	4,2%
Ne sait pas	3,1%	3,0%

De façon spécifique, le tableau montre que la solidarité communautaire et l'intervention des autorités locales sont les principaux facteurs de résilience, qu'il s'agisse des femmes ou des jeunes. Les interventions des organisations de la société civile et des autorités religieuses sont également significatives.

Facteurs de vulnérabilité

Le graphique ci-après récapitule les facteurs de vulnérabilités partagés par les répondants.



Graphique 9: Principaux facteurs de vulnérabilité face aux conflits dans la communauté

Les principaux facteurs de vulnérabilité sont le manque d'accès aux ressources naturelles (83,9%) et le manque d'emploi et de perspectives économiques (78,8%). Le changement climatique (40,1%), l'insécurité alimentaire (33,9%) et le manque d'accès aux services publics de base (32,7%) sont également des facteurs significatifs. La migration et l'exode des jeunes (28,1%) et la marginalisation économique des femmes (23,9%) sont aussi mentionnés.

Le manque d'accès aux ressources naturelles, aux perspectives économiques et les violences conjugales sont les principaux facteurs de vulnérabilité pour les femmes, soulignant ainsi l'importance de la sécurité économique et sociale dans des régions marquées par la pauvreté et les conflits. La marginalisation économique, l'insécurité alimentaire et le manque d'accès aux services publics de base aggravent la vulnérabilité, exacerbée par les inégalités de genre et les ressources limitées. L'exclusion sociale et le faible pouvoir décisionnel (les normes sociales très ancrées marquées par les pratiques religieuses et traditionnelles constituent des blocages à la pleine jouissance des droits des femmes) au niveau familial sont des facteurs supplémentaires qui fragilisent les femmes, en particulier dans un contexte où elles sont souvent déclassées dans l'accès aux ressources productives (le partage de l'héritage lié à la terre ne favorise pas la femme, la faible représentativité des femmes dans les coopératives agricoles pour accéder aux intrants agricoles, etc.) apparaissent comme des éléments de vulnérabilité des femmes.

D'autres facteurs ont été mentionnés par les répondants. Il s'agit de conflits fonciers et de disputes sur l'accès à la

terre. Plusieurs répondants mentionnent "conflit foncier" et "problème foncier", soulignant les tensions liées à la propriété et à l'utilisation des terres. Par exemple, une répondante et un responsable d'ONG note : « *...Manque d'accès aux fonciers, parce qu'à cause de conflit foncier mon mari est actuellement en prison depuis cinq ans.* » (Entretien avec une femme adulte, à Malanville, le 17/12/2024. « *Les causes de ces conflits sont l'inégalité dans la répartition des terres, la mauvaise gestion des terres par commune, la corruption, l'insuffisance des couloirs de passage des animaux, le non-respect des couloirs de passage existants.* » (Entretien avec un agent d'une ONG engagée dans des mécanismes de dialogue, de prévention et de gestion des conflits, Ségbana, le 20/12/2024). Ces propos illustrent le niveau de gravité des conséquences liées aux conflits fonciers. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, souvent liés à l'accès aux pâturages et aux couloirs de passage, sont également fréquemment mentionnés.

Les facteurs politiques et de gouvernance, tels que les conflits politiques (à Karimama, des populations ont été exclues d'un projet de développement en raison de leur appartenance politique) et les intérêts politiques, sont également des sources de vulnérabilité. Par exemple, un répondant note : "Différence d'appartenance politique" et "Les élections politiques, l'infidélité des femmes, le désir de prendre la femme de l'autre, la succession de trône, l'insuffisance de terre cultivable", illustrant comment les dynamiques politiques peuvent exacerber les tensions. Enfin, les violences basées sur le genre (VBG) et les violences conjugales sont également des facteurs de vulnérabilité importants (les pratiques religieuses et traditionnelles persistantes). Plusieurs répondants mentionnent "VBG" et "violence conjugale", soulignant l'impact des violences sur la stabilité communautaire.

Facteurs de résilience spécifiques au genre (femmes/hommes et jeunes filles/jeunes garçons)

Tableau 8: Principaux facteurs de résilience spécifiques aux femmes et aux jeunes face aux conflits dans la communauté

Facteurs de résilience (QCM)	spécifiques aux femmes		spécifiques aux jeunes	
	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)	% d'occurrence	Effectif (Occurrence)
Solidarité communautaire	77,0%	785	77,6%	792
Intervention des autorités locales	47,6%	486	62,4%	636
Intervention des organisations de la société civile	23,8%	243	25,9%	264
Intervention des autorités religieuses	30,9%	315	24,8%	253
Accès aux services de sécurité	6,5%	66	10,4%	106
Accès aux services publics de base	5,3%	54	5,2%	53
Accès aux ressources productives	13,9%	142	21,1%	215
Autonomisation économique	16,7%	170	14,9%	152
Accès au pouvoir décisionnel au niveau familial	5,3%	54	4,9%	50
Accès aux instances de prise de décision	4,9%	50	9,0%	92
Aucun	6,9%	70	4,2%	43
Ne sait pas	3,1%	32	3,0%	31
Nombre de répondants		1040		1040

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Facteurs de vulnérabilité spécifiques au genre (femmes et jeunes)

Tableau 9 : Principaux facteurs de vulnérabilité spécifiques aux femmes et aux jeunes face aux conflits dans la communauté

Facteurs de vulnérabilité	Pourcentage d'observations		
	facteurs spécifiques aux femmes	facteurs spécifiques aux hommes	facteurs spécifiques aux jeunes
Violences conjugales	50,2%	2,9%	1,1%
Manque d'accès aux ressources naturelles	49,6%	71,5%	54,4%
Manque d'emploi et de perspectives économiques	47,6%	65,9%	72,1%
Marginalisation économique des femmes	34,7%	1,5%	1,4%

Facteurs de vulnérabilité	Pourcentage d'observations		
	facteurs spécifiques aux femmes	facteurs spécifiques aux hommes	facteurs spécifiques aux jeunes
Insécurité alimentaire	22,0%	25,6%	15,3%
faible pouvoir décisionnel au niveau familial	21,1%	5,4%	11,9%
Exclusion sociale	15,8%	5,2%	9,6%
Faible présence au niveau des instances politiques de décision	15,5%	18,3%	23,7%
Manque d'accès aux services publics de base	15,5%	24,3%	21,1%
Changement climatique	9,2%	38,4%	23,6%
Aucun	4,8%	3,6%	3,7%
Migration et exode des jeunes	2,0%	12,2%	37,3%
Ne sait pas	2,0%	1,7%	1,6%
Conflits de leadership religieux	0,2%	3,3%	0,6%

Pour les femmes, les principaux facteurs de vulnérabilité sont les violences conjugales (50,2%) qui se manifestent par des sévices corporels, des répudiations et la privation faite aux femmes de mener des activités économiques, le manque d'accès aux ressources naturelles (49,6%) et le manque d'emploi et de perspectives économiques (47,6%). La marginalisation économique des femmes (34,7%), l'insécurité alimentaire (22,0%), et le faible pouvoir décisionnel au niveau familial (21,1%) sont également significatifs.

Pour les hommes, les principaux facteurs de vulnérabilité sont le manque d'accès aux ressources naturelles (71,5%) et le manque d'emploi et de perspectives économiques (65,9%). Le changement climatique (38,4%), l'insécurité alimentaire (25,6%), et le manque d'accès aux services publics de base (24,3%) tels que l'accès aux services de santé de qualité en raison de l'éloignement des centres de santé et de l'insuffisance de personnel soignant qualifié, de l'accès à une éducation de qualité du fait du faible de couverture en infrastructures éducatives et de personnel enseignant sont également significatifs.

Pour les jeunes, les principaux facteurs de vulnérabilité sont le manque d'emploi et de perspectives économiques (72,1%), le manque d'accès aux ressources naturelles (54,4%) telles que la terre où les jeunes font des locations de terres pour la production agricole, et la migration et l'exode des jeunes (37,3%) sont fréquents en raison de la position géographique avec les pays frontaliers tels que le Nigéria, dans la perspective de saisir des opportunités économiques. Le changement climatique (23,6%) avec la baisse de la productivité et un faible accès aux semences et à la technologie adaptée, le manque d'accès aux services publics de base (21,1%), et l'insécurité alimentaire (15,3%) sont également significatifs.

Le manque d'accès aux ressources et aux opportunités économiques fragilise femmes, hommes et jeunes dans un contexte de forte dépendance à l'agriculture pluviale et de sols appauvris. L'insécurité alimentaire, le manque de services de base et le changement climatique accentuent cette vulnérabilité, exacerbée par les conflits et les migrations. Les femmes sont particulièrement exposées aux violences conjugales (50,2%) dues à la faible application des lois protectrices et à la marginalisation économique (34,7%), symptômes des inégalités de genre. Les hommes sont davantage touchés par le changement climatique (38,4%) et le manque d'accès aux services publics (24,3%), liés à leurs rôles traditionnels. Les jeunes sont plus vulnérables à la migration/exode (37,3%) et expriment un manque criant d'emploi et de perspectives économiques (72,1%). L'exclusion sociale et le faible pouvoir décisionnel familial sont également des préoccupations majeures pour cette catégorie. Ces disparités soulignent la nécessité d'interventions ciblées pour renforcer la résilience de chaque groupe.

RÉSULTAT #3 : L'état de la cohésion sociale horizontale et verticale et les risques d'affrontement entre groupes violents et leurs retombées sur les communautés et sur leur sentiment de pouvoir d'agir face aux dynamiques de conflit existantes

La cohésion sociale est déterminée par la force et la qualité des relations horizontales et verticales dans une société. Les deux sont d'une importance vitale pour la paix, la justice et la stabilité.

- La cohésion sociale horizontale fait référence à la qualité des relations entre les égaux ou presque égaux, tant pour les individus que pour les divers groupes au sein d'une société, c'est-à-dire aux niveaux de solidarité, de confiance, d'acceptation, de réciprocité et de multiplicité des liens. La cohésion sociale horizontale est importante à la fois au sein de groupes d'identité ou d'affinité (liens) et entre de multiples groupes d'identités et de caractéristiques diverses.
- La cohésion sociale verticale fait référence aux liens qui tissent des relations entre les hiérarchies, par exemple les niveaux de leadership, d'autorité, de pouvoir et d'influence. Elle indique dans quelle mesure les institutions étatiques et non-étatiques - par exemple, le marché, les groupes culturels/traditionnels, religieux, la société civile, les ONG, etc., interagissent avec les communautés et les individus de manière inclusive, équitable, transparente et responsable, dans le double objectif de renforcer les relations sociales et de réduire les inégalités, l'exclusion et les divisions dans un contexte d'égalité des chances pour tous.

Dans les communes des départements de l'Alibori et de l'Atacora, cette relation est souvent influencée par des facteurs que l'on peut englober dans trois grandes sphères de la société : les sphères socioculturelles, économiques et politiques. Ces sphères sont également en rapport avec les catégories de capitaux que l'on trouve dans le cadre du Développement Humain Intégral (DHI). Par exemple, les capitaux sociaux et spirituels sont reliés à la sphère socioculturelle, les capitaux financiers, physiques et naturels à la sphère économique et les capitaux politiques à la sphère politique. Le capital humain (compétences, aptitudes, expertises, talents, etc.) peut être associé aux trois sphères.

- La sphère socioculturelle concerne : les relations sociales au-delà des clivages tels que la coexistence, la tolérance et l'acceptation des différences ; l'identité de groupe et l'appartenance à un ensemble plus large ; le capital social qui englobe la confiance mutuelle, la réciprocité et les autres capitaux qui découlent des réseaux et de la vie associative et facilitent la coopération autour de buts communs et les normes qui modifient et influencent la vie socioculturelle.
- La sphère économique englobe : l'équité dans le partage, la distribution et la gestion des ressources (financières, naturelles et physiques) et l'égalité des chances dans l'accès aux services sociaux de base, les opportunités économiques et de subsistance et le progrès dans la vie (ascension sociale). Elle englobe également l'entraide mutuelle ainsi que les normes du marché concernées par l'équité dans l'accès aux marchés et l'échange de biens et de services, y compris dans le marché du travail.
- La sphère politique concerne : le degré de confiance dans les institutions de l'État, l'engagement civique inclusif pour influencer sur les processus décisionnels qui affectent la vie publique, l'efficacité des institutions de l'État pour assurer l'égalité des chances, réduire les inégalités et les divisions dans la société et fournir des cadres politiques répondant aux besoins de tous les citoyens.

Le tableau ci-dessous rappelle quelques éléments évoqués par les acteurs lors de la collecte des données et qui mettent l'accent sur les trois sphères évoquées plus haut.

Tableau 10 : Facteurs influençant la cohésion sociale verticale et horizontale

Secteurs	Facteurs favorables	Acteurs favorables	Facteurs défavorables	Acteurs défavorables
Sphère socioculturelle, Culture et tradition	Partage de pratiques culturelles et linguistiques communes	Chefs traditionnels ; Leaders religieux ; Associations culturelles	Différences culturelles ou religieuses pouvant entraîner des tensions	Groupes promouvant des idéologies exclusives ou divisions culturelles
	Initiatives locales pour promouvoir la cohésion (ex. dialogues intercommunautaires, projets communs)	ONG locales ; Groupes de jeunes ; Femmes leaders	Stéréotypes ou préjugés entre communautés frontalières ; Faible interaction entre groupes	Groupes radicaux ; Médias diffusant des messages de division (par manque de formation)

<i>Secteurs</i>	Facteurs favorables	Acteurs favorables	Facteurs défavorables	Acteurs défavorables
	Consultation régulière des communautés dans les décisions		Faible participation des femmes et des jeunes dans les instances locales de décision ; Manque de transparence dans les processus	professionnelle et qui fragilisent la cohésion sociale)
Économie et commerce	Activités commerciales transfrontalières renforçant les liens économiques	Commerçants ; Groupes d'agriculteurs ; Coopératives	Concurrence économique pour les ressources rares (terre, eau)	Contrebandiers ; Réseaux criminels perturbant les relations économiques
	Partage équitable des ressources naturelles (pâturage, eau)	Association de gestion des ressources naturelles ; Programmes d'aide environnementale	Conflits liés à l'accès aux ressources naturelles limitées (eau, pâturage)	Exploitants illégaux ; Promoteurs exploitant les ressources de manière inéquitable
Politique et gouvernance Sécurité	Politiques transfrontalières favorisant le dialogue entre les communautés Coopération transfrontalière qui favorise les échanges, la solidarité et la mutualisation des ressources Implication des autorités locales dans les initiatives communautaires ; Présence de structures socio professionnelles de médiation et de gestion de conflits ;	Collectivités locales ; Institutions de coopération transfrontalières (par ex. CEDEAO en dépit de la crise que traverse l'organisation)	Faiblesse des institutions locales pour gérer les conflits (crise de confiance et corruption) Marginalisation de certaines communautés Marginalisation des communautés dans la prise de décision ; Corruption et mauvaise gestion des ressources	Acteurs politiques exploitant les divisions pour des gains personnels (certains acteurs alimentent les conflits pour montrer leur soutien à leurs militants politiques).
	Coopération en matière de sécurité et de défense pour lutter contre les menaces communes (terrorisme, criminalité)	Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ; Organisations internationales (ex. les Organismes du système des Nations Unies)	Insécurité transfrontalière (ex. vols, terrorisme, conflits armés)	Groupes armés non étatiques ; Réseaux criminels organisés

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Qu'il s'agisse de la cohésion sociale verticale ou horizontale, les données de terrain révèlent qu'il en existe des facteurs

et des acteurs favorables. Les facteurs ont trait au processus d'implication, de participation, de médiation et de concertation mettant en relation les communautés et les gouvernants, alors que les acteurs sont à la fois communautaires, étatiques ou non-étatiques.

Généralisation des clivages sociaux

Dans les sociétés locales étudiées, plusieurs facteurs internes fragilisent la cohésion sociale. On observe des **divisions profondes**, des **comportements claniques**, un climat d'**insécurité**, une forte **concurrence pour l'accès aux ressources**, ainsi que des **fractures culturelles, religieuses et politiques**. L'**émergence de réseaux criminels** et une **mauvaise gestion des ressources et des biens communs** exacerbent ces tensions. De plus, certains **acteurs politiques** exploitent parfois ces divisions à des fins personnelles. Un risque supplémentaire de **distension et de division** provient de l'influence de certains **leaders religieux** dont les **prêches discriminatoires et violents** menacent le principe de **laïcité** et contribuent à **éroder le tissu social**.

Les conflits toujours latents entre autochtones et allochtones, les récurrents conflits autour de l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau, la terre, le pâturage, les arbres se généralisent dans ces communautés.

Le faible accès aux services publics de base (santé, éducation, électricité, distribution d'eau, assainissement, transports, voiries...), le manque d'emploi et de perspectives positives d'insertion professionnelle pour les jeunes, la marginalisation économique des femmes et les conflits de leadership religieux font partie du lot des frustrations qui ravivent les tensions et fragilisent la cohésion sociale.

Le faible accès aux ressources de production : le contrôle et la monopolisation du marché des intrants, le difficile accès aux crédits, aux technologies agricoles et autres moyens de production sont des facteurs prépondérants dans la survie économique de subsistance des populations de l'Alibori et de l'Atacora. L'inaccessibilité à ces ressources renforce la vulnérabilité des populations en général et celle des jeunes hommes et femmes en particulier.

Faible implication des jeunes et des femmes

Par ailleurs, on note aussi des facteurs limitant la participation des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables (les minorités ethniques, les migrants). Ces acteurs sont souvent exclus des processus décisionnels, ce qui limite leur rôle dans la construction de la cohésion sociale. Nombreux sont les jeunes hommes et femmes qui se sentent exclus des opportunités de participation aux processus de décisions politiques. Ceci renforce leurs sentiments de frustration et de mécontentement, ce qui pourrait les rendre plus réceptifs et plus vulnérables au recrutement par des entrepreneurs de la violence.

Si les femmes et les jeunes ne sont pas explicitement identifiés comme acteurs défavorables, la présence implicite des jeunes hommes est transversale à tous les niveaux. Les femmes et les jeunes sont identifiés comme des acteurs favorables à la cohésion sociale, notamment en raison de leur présence au niveau des associations culturelles, des coopératives et des groupes de commerçants. L'analyse montre donc qu'ils sont présents dans les dimensions culturelles et économiques et presque absents des dimensions politiques et sécuritaires. La femme reste toujours marginalisée dans les instances de prise de décisions. Les femmes et les jeunes sont identifiés comme des acteurs favorables à la cohésion sociale, notamment en raison de leur présence au niveau des associations culturelles, des coopératives et des groupes de commerçants.

Méfiance vis-à-vis des autorités

Les communautés, en particulier celles vivant dans les zones reculées, perçoivent les autorités comme distantes, corrompues ou inefficaces. Les abus de pouvoir et l'absence de transparence renforcent cette méfiance. À cela s'ajoute la perception d'une gouvernance clanique ou d'une justice sociale politiquement orientée. Ainsi, les agriculteurs estiment, dans leur grande majorité, que les autorités judiciaires sont corrompues par les éleveurs peuls. Selon eux, lorsqu'il y a des conflits entre agriculteurs et éleveurs (peuls), ce sont les Peuls qui ont toujours raison parce qu'ils corrompent les autorités judiciaires avec de l'argent et même des têtes de bœufs. Selon les populations agricoles interviewées, notamment à Malanville dans le village d'Isséné et dans la commune de Matéri, malgré les actes de violence exercés sur les agriculteurs, ce sont ces derniers qui sont envoyés en prison. Ainsi, les populations ne croient plus à l'efficacité des instances judiciaires de règlement de conflits en raison de cette perception qu'elles ont d'une justice en faveur du plus offrant. Les abus de pouvoir, l'absence de transparence, les conflits politiques entre autorités locales et populations, la perception d'une gouvernance clanique sont autant de maux qui renforcent cette méfiance.

La présence de groupes armés, le banditisme et le manque de coordination entre les Forces de Défense et de Sécurité et les populations locales minent la confiance, comme l'illustre le témoignage suivant : « *Dans un village, un jeune homme a été contraint de fuir le village pour une destination inconnue, après avoir été en contact avec des "hommes de la brousse". Ceux-ci l'avaient obligé à acheter trois (03) sacs de riz pour les ravitailler. À la suite de cet achat, il a été*

perçu comme complice par la population et les forces armées, tout en devenant une cible pour ces mêmes individus. Cette situation illustre les pressions persistantes qui suivent tout contact avec les "hommes de la brousse", souvent au péril de la vie. Pour se protéger, le jeune a choisi l'exil». (Un jeune à Kouandé, le 17/12/2024).

Discrimination et exclusion sociale

Les populations locales se sentent souvent délaissées par les autorités, accentuant le sentiment d'insécurité. Les Peuls, en particulier, dénoncent des discriminations dues à leur appartenance ethnique. Les propos ci-après illustrent cette stigmatisation : « *Tous les problèmes liés à l'insécurité nous sont attribués. Dès qu'un incident se produit, c'est nous qu'on accuse. Les autres communautés savent que nous avons des bœufs, alors à la moindre faute, nous sommes pointés du doigt et condamnés à payer une amende* ». (Un homme, à Kouandé le 18/12/2024).

La stigmatisation contribue à aggraver les tensions entre communautés, alimentant un climat de méfiance et d'hostilité. Un incident impliquant un Peulh a conduit à des représailles violentes, comme le révèle le récit suivant: « *Un Peulh a commis un forfait et s'est réfugié dans un camp peulh proche. La population, croyant que tout le camp peulh était complice, a réduit le camp peulh en cendres. Plus tard, il s'est avéré que le Peulh n'était même pas originaire de la région. Mais le mal était déjà fait* ». (Un homme à Malanville, le 13/12/2024).

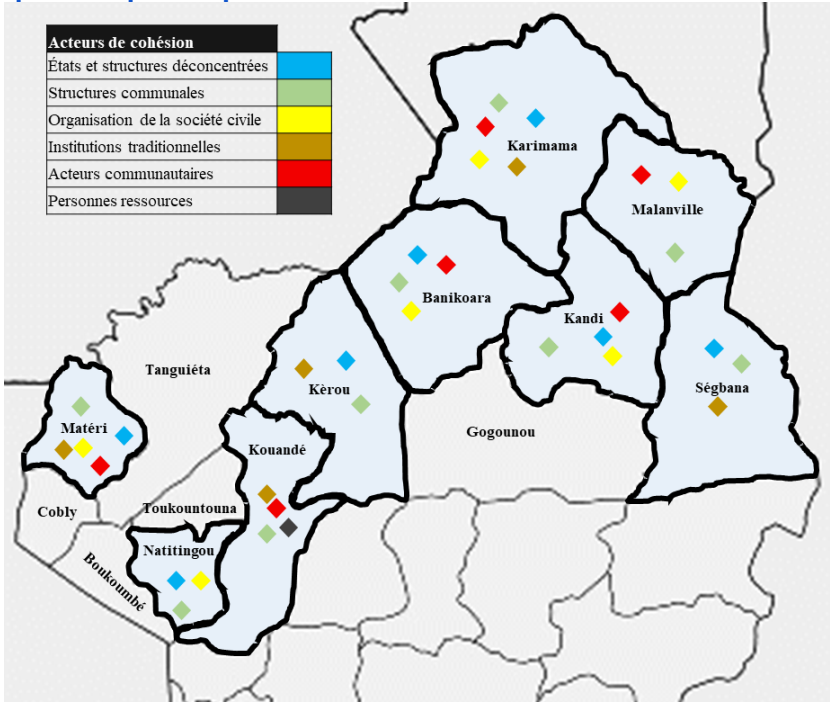
Ces témoignages montrent la façon dont la stigmatisation ethnique exacerbe les tensions entre communautés, souvent au détriment de la paix sociale. Pour lutter contre ces stigmates sociaux, il est important d'identifier des acteurs favorisant la cohésion sociale et susceptibles de jouer des rôles significatifs au sein des communautés. Parmi ceux-ci, nous identifions, par exemple, les autorités administratives, les organisations de la société civile, les groupes à risques, les organisations socioprofessionnelles, les leaders religieux et traditionnels, les médias, les leaders communautaires et les réseaux de jeunes dont les rôles peuvent se décliner ainsi qu'il suit :

- **Autorités administratives** : Les autorités telles que les communes et les administrations départementales, les structures centrales sectorielles sont responsables de la promotion de la cohésion sociale à l'échelle communautaire. Elles facilitent le dialogue entre les communautés, coordonnent les programmes de développement local et mettent en œuvre des politiques inclusives pour répondre aux besoins variés des habitants. Elles ont un pouvoir de police administrative et jouent le rôle de régulation des interventions. Ce sont elles qui ont la responsabilité de fixer les normes, les mécanismes et les zones d'intervention en matière de cohésion sociale ;
- **Organisations de la société civile (OSC)** : Les OSC jouent un rôle crucial en agissant comme médiateurs, facilitateurs et défenseurs des intérêts des communautés locales. Elles organisent des initiatives de dialogues intercommunautaires, offrent des services sociaux et encouragent la participation citoyenne dans les processus décisionnels. Toutefois, elles opèrent généralement suivant des logiques opportunistes et par des mécanismes d'empilement des actions (plusieurs d'entre elles font la même chose dans les mêmes espaces pendant un certain temps). Elles sont globalement peu investies dans l'efficacité et la pérennité des actions et les effets de celles-ci s'estompent avec la fin du financement. Leur effectif et leurs approches sont multiples et éclatés. Leurs interventions méritent d'être encadrées dans une perspective d'efficacité et de durabilité à travers une définition des normes et des références en matière de cohésion sociale ;
- **Institutions éducatives et culturelles** : Les écoles, les centres de formations techniques et professionnelles, les centres culturels et les centres de jeux et de loisirs sont des lieux où la diversité culturelle peut être célébrée et comprise. Ils jouent un rôle essentiel dans l'éducation interculturelle, la promotion du respect mutuel et la sensibilisation aux traditions et valeurs des différentes communautés. Ils peuvent jouer un rôle primordial dans l'appropriation par les acteurs des connaissances sociologiques des contextes d'intervention et dans la maîtrise des codes sociaux ;
- **Organisations socio-professionnelles** : Les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les commerçants, les artisans, se présentent comme des acteurs importants dans le renforcement de la cohésion et de la promotion de la paix. Ils sont les principaux protagonistes des pratiques d'exclusion, des logiques discriminatoires. Leur implication dans un cadre de régulation aura un intérêt stratégique : en s'appuyant sur les savoir-faire de leurs représentants, sur leurs connaissances des logiques de leurs pairs, les comités de cohésion sociale pourraient orienter les actions des intervenants sur des sujets précis.
- **Leaders religieux et traditionnels** : Les leaders religieux et traditionnels ont souvent une influence significative au sein de leurs communautés respectives et une bonne connaissance des codes sociaux de leurs communautés d'appartenance. Ils peuvent promouvoir la tolérance religieuse, encourager le dialogue interreligieux et participer à des initiatives de paix et de réconciliation, et orienter les intervenants extérieurs vers des nœuds problématiques de cohésion sociale dans les communautés. Ils sont un maillon important dans la construction du dialogue et la cohésion sociale pour la promotion de la paix et pourraient jouer un rôle de catalyseur dans les communautés.

- **Groupes à risques** : Ce sont les groupes marginalisés tels que les femmes, les jeunes, les groupes ethniques minoritaires, les immigrés, les classes serviles, les handicapés dont l'inclusion contribue à renforcer la cohésion et la paix. Ils sont les principales victimes des dynamiques d'exclusion et leur implication pourrait donner l'occasion de prendre en compte leurs besoins spécifiques afin de construire des sociétés locales solidaires ;
- **Médias et communication** : Les médias (radios communautaires et associatives, télévision, les réseaux sociaux, etc.) jouent un rôle crucial en façonnant les perceptions publiques et en influençant les attitudes envers les autres communautés. Un journalisme responsable et inclusif peut contribuer à la diffusion d'informations objectives et à la promotion du respect mutuel entre les groupes ethniques, culturels et religieux.
- **Leaders communautaires** : Les leaders communautaires sont des personnages charismatiques dans leurs communautés d'appartenance spécifique qui ont une audience certaine. Qu'ils soient institutionnels ou individuels, ils jouent un rôle crucial en mobilisant leur communauté autour de causes communes. Ils peuvent être des figures respectées qui facilitent le dialogue intercommunautaire, défendent les intérêts de leurs membres et promeuvent l'inclusion sociale.
- **Réseaux de jeunes** : Les jeunes sont souvent moteurs de changement au sein de leurs communautés. Les organisations de jeunesse, les clubs étudiants et les initiatives de jeunes leaders peuvent jouer un rôle clé en favorisant la compréhension interculturelle, en encourageant la participation civique et en promouvant la tolérance ;

En intégrant ces acteurs communautaires dans des initiatives de construction de la cohésion sociale, il est possible de créer un environnement où les différences sont acceptées et respectées, les conflits sont résolus de manière constructive ; où la diversité est valorisée et où les conflits potentiels peuvent être abordés de manière proactive et pacifique. Cette approche contribuera à renforcer la cohésion sociale en favorisant une collaboration positive et durable entre les communautés voisines et une société plus harmonieuse, solidaire et inclusive.

RÉSULTAT #4 : Cartographie des parties prenantes à mobiliser dans l'intervention



Graphique 10 : Parties prenantes des localités de l'étude intervenant dans la cohésion sociale

Source : Données de terrain, Décembre 2024

Dans les communes de l'Alibori, les parties prenantes clés incluent les autorités locales, les forces de défense et de sécurité (FDS), ainsi que divers groupements communautaires et associations locales. À Banikoara, par exemple, les autorités locales et les FDS collaborent étroitement avec des groupements de femmes et des associations de jeunes, tandis que des ONG comme SOJAGNON et le Projet COSO jouent un rôle crucial dans la promotion de la cohésion sociale.

La commune de Kandi quant à elle, bénéficie du soutien du Guichet Unique de Protection Sociale (GUPS) cité par les enquêtés, ainsi que de celui de divers leaders religieux et communautaires, qui travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales et les ONG pour renforcer la cohésion sociale.

À Karimama en revanche, les données mettent en avant l'importance des sages, leaders religieux et traditionnels, ainsi que des comités locaux qui collaborent avec des ONG comme DEDRAS et des groupements de jardiniers (à travers le projet COSO) pour promouvoir la paix.

À Ségbana, le gouvernement (à travers le Projet d'Appui au Renforcement de la Cohésion Sociale, à la Prévention de l'Extrémisme Violent et à la Lutte contre les Conflits liés à la Transhumance), les FDS et les autorités coutumières travaillent main dans la main avec des ONG et des leaders religieux pour renforcer la sécurité et la cohésion sociale.

Dans les communes de l'Atacora, les dynamiques sont similaires, mais présentent des spécificités locales. À Kouandé par exemple, les chefs traditionnels, leaders religieux et enseignants jouent un rôle central dans la médiation des conflits.

À Natitingou, les leaders religieux et communautaires, ainsi que des ONG telles que Potal Men et SIA N'SON, sont activement impliqués dans des initiatives de médiation et de développement local.

Enfin, à Matéri, les sages du village et les autorités locales sont soutenus par des ONG, le projet COSO et des associations communautaires pour mener des initiatives de développement inclusif.

Ainsi, ces parties prenantes intervenant dans la cohésion sociale incluent globalement des acteurs institutionnels (autorités locales, FDS), des leaders traditionnels et religieux, des groupements communautaires (femmes, jeunes) et des ONG/OSC. Leur **taille et pouvoir** varient en fonction de leur rôle et de leur influence dans les dynamiques locales. Par exemple, les autorités locales et les FDS détiennent un pouvoir décisionnel et sécuritaire significatif, tandis que les leaders traditionnels et religieux exercent une influence morale et sociale. Les ONG et OSC, bien que non institutionnelles, disposent de ressources et d'expertise pour mener des initiatives de développement.

Les **alliances** entre ces acteurs peuvent être productives de performance dans les interventions. Ces alliances pourraient être permanentes (par exemple, entre autorités locales et leaders traditionnels), temporaires (projets spécifiques avec des ONG) ou d'opportunité (collaboration ponctuelle pour résoudre un conflit). Les **antagonismes**

peuvent être actifs (conflits ouverts), ouverts (divergences idéologiques), passifs (méfiance latente) ou latents (tensions non exprimées). Ces dynamiques influencent directement la cohésion sociale et la mise en œuvre des interventions dans les départements. Plusieurs institutions/projets/programmes conduisent ces processus de développement et il paraît pertinent pour le projet NONSINA de nouer des relations de synergies et de partenariat d'action pour mieux réussir ses impacts au sein des communautés. Par ces institutions/projets/programmes de développement, on peut citer de manière indicative ceux qui suivent :

Tableau 11: Structures intervenant dans le domaine de la cohésion sociale dans le Nord Bénin

N°	Nom de la structure	Types de partenariat	Niveau d'intervention
1	Projet CoSo	Mise en œuvre des projets communautaires, identification collégiale des localités conflictogènes, mise en place des comités locaux de cohésion sociale, mise en place d'une base de données sur les conflits	Régional (4 départements du Nord)
2	Projet DEXIS	Identification des projets porteurs pour les jeunes et les femmes, création d'une base de données sur les emplois locaux, identification des groupes vulnérables	Régional (4 départements du Nord)
3	TechnoServe	Identification des projets porteurs pour les jeunes et les femmes, création d'une base de données sur les emplois locaux, identification des groupes vulnérables	Régional (4 départements du Nord)
4	EDUCO/ReCOPE Baàni	Mise en place d'une base de données sur les conflits ; identification collégiale des localités conflictogènes, mise en place des comités locaux de cohésion sociale ; sensibilisation des apprenants dans les écoles	Départemental (commune de Malanville et Sègbana)
5	Projet SRPS/USAID/DEDRAS	Conception des messages de paix et des contre-discours extrémistes ; sensibilisation des chefs de cultes sur les discours radicaux	Régional (4 départements du Nord et Collines)
6	African Parks Network	Partage d'informations sur la sécurité ; dialogue avec les communautés sur la cohésion sociale ; gestion intégrée des ressources naturelles	Régional (départements Alibori et Atacora)
7	SP/CNLCREVT	Organisations de dialogue communautaires ; sensibilisation sur les signes de radicalisation ; identification des groupes à risques ; collaboration avec les FDS ; formations des acteurs des médias	National (tout le territoire national)
8	Organisation Internationale pour la Migration (OIM)	Synergie entre les Comités Locaux d'Alertes Précoces (CLAP) et les Comités locaux de Cohésion sociale	Régional (4 départements du Nord)
9	ONG POTALMEN	Dialogue communautaire entre agriculteurs et éleveurs, identification et délimitation des aires de pâturage, tracées des couloirs de passage des animaux ; explication du code de pastoralisme	Régional (4 départements du Nord)
10	ONG GERED	Dialogue communautaire entre agriculteurs et éleveurs, identification et délimitation des aires de pâturage, traçage des couloirs de passage des animaux ; explication du code de pastoralisme, fabrication des embouches bovines pour un élevage intensif sur place, création des espaces fourragers	Régional (4 départements du Nord)
11	APESS ONG	Dialogue communautaire entre agriculteurs et éleveurs, identification et délimitation des aires de pâturage, traçage des couloirs de passage des animaux ; projets communautaires, recensement des conflits agriculteurs et éleveurs, médiation sociale pour un règlement amiable des conflits agriculteurs Vs éleveurs ; explication du code de pastoralisme, fabrication des embouches bovines pour un élevage intensif sur place, création des espaces fourragers	National (tout le territoire national)
12	Programme AGORA	Élaboration de plans de cohésion sociale ; investissement communautaire pour rendre les territoires attractifs ; renforcement du suivi des initiatives de cohésion sociale par les collectivités territoriales	Régional (4 départements du Nord+ appui à ANCB et ministère de la Décentralisation)
1	ANDF	Recensement et explication des textes de lois en lien avec le foncier en	National (tout le

N°	Nom de la structure	Types de partenariat	Niveau d'intervention
3		milieu rural ; processus d'immatriculation des terres rurales ; l'accès des jeunes et des femmes au foncier rural, élaboration du cadastre dans les communes d'intervention du projet qui n'en bénéficient pas	territoire national)

En outre, les médias, tels que les radios, œuvrent activement pour la promotion de la cohésion sociale dans ces communes. D'après les personnes enquêtées, ces radios diffusent des informations sensibles aux conflits et diffusent des émissions et des spots pour promouvoir la cohésion sociale et le dialogue entre communautés. Les médias ci-après ont été recensés dans le cadre de l'étude et ils disent de personnels capables de concevoir des émissions sensibles aux conflits parce qu'ayant suivi des formations dans ce sens de la part de la Coopération Suisse, de projet CoSo ou du Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation, l'extrémisme violent et le Terrorisme (SP-CNLCREVT).

Tableau 12: Radios écoutées dans les localités de l'étude intervenant dans la cohésion sociale

Commune	Radios écoutées par les enquêtés de ces communes
Karimama	Radio Karimama (IMATUNU KAKAI)
Kandi	Radios : ORTB, ALAFIA, FM Kandi, Dialogue FM, Kalalé FM
Malanville	Radios : Kandi, Karimama (IMATUNU KAKAI), RFI, SOTA FM, MOOBO FM
Natitingou	Radios : Toucountouna, Nanto FM
Banikoara	Radios : Bani Gansé FM, Tropique FM, Radio Parakou
Kérou	Radios : Bani Gansé FM, Koné FM, Kpably FM, Nonsina FM
Sègbana	Radios : Bio Guerra FM, ORTB
Kouandé	Radios : Urbane FM, Kodé FM, Tuko Sari, RFI
Matéri	Radio Matéri

Source : Données de terrain, Décembre 2024

RÉSULTAT #5 : Valeurs de base des indicateurs du projet et résultats de la sélection des communes

Pour cette étude de base, sept (7) indicateurs clés ont été retenus, répartis selon les résultats attendus du projet, et ont nécessité la collecte de données primaires afin d'établir leurs valeurs de référence. Ces indicateurs reflètent des aspects essentiels liés aux objectifs et aux impacts visés par le projet. En revanche, les dix-neuf (19) autres indicateurs, directement liés à la réalisation des activités prévues, sont considérés comme ayant un niveau de départ nul, puisqu'ils dépendent entièrement de la mise en œuvre des actions. Ainsi, les sept indicateurs analysés dans ce rapport permettent de poser les bases d'une évaluation précise, en fournissant un aperçu initial des dynamiques actuelles et des besoins prioritaires au sein des communautés ciblées.

OG : Renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones frontalières du Bénin touchées par les tensions et les conflits violents

Cet objectif général vise à renforcer la cohésion entre les autorités et les communautés (verticale) et celle entre les communautés elles-mêmes (horizontale). Les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de cet objectif sont :

Indicateur 1 : % de la population des zones ciblées qui est satisfaite des services qu'elle demande aux autorités

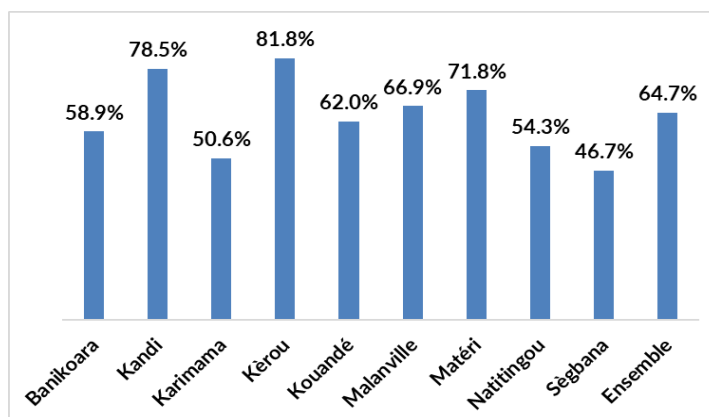
Comme le montre le graphique ci-dessous, globalement, près de deux tiers (64,7 %) de la population des zones ciblées se déclarent satisfaits des services demandés aux autorités, mais cet agrégat masque de fortes disparités locales :

Taux de satisfaction élevé (> 75 %) : Kérou (81,8 %) et Kandi (78,5 %) se distinguent par une satisfaction très forte, suggérant une bonne qualité de réponse des autorités ou une forte confiance institutionnelle.

Taux de satisfaction moyen (60–75 %) : Matéri (71,8 %), Malanville (66,9 %) et Kouandé (62,0 %) sont au-dessus de la moyenne, ce qui reflète une perception globalement positive, à consolider pour atteindre les niveaux des meilleures communes.

Taux de satisfaction modéré (50–60 %) : Banikoara (58,9 %), Natitingou (54,3 %) et Karimama (50,6 %) montrent un potentiel d'amélioration, notamment sur la disponibilité et la réactivité des services.

Taux de satisfaction le plus faible (< 50 %) : Ségbana (46,7 %) nécessite une attention particulière pour identifier les freins (accessibilité, information, qualité) et y remédier.



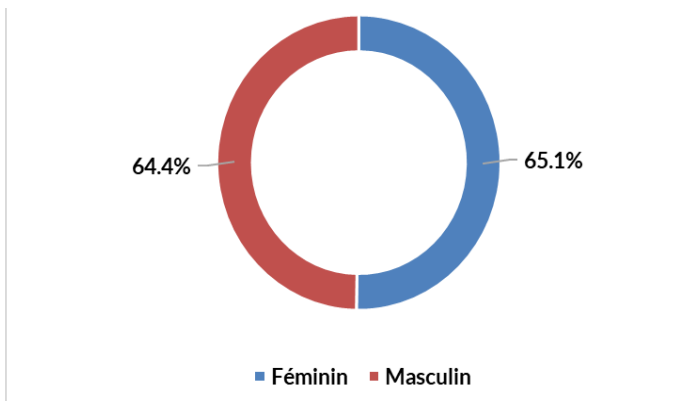
Graphique 11: Taux de satisfaction (par commune) des populations par rapport aux services qu'elles demandent aux autorités

D'après la figure ci-après, la satisfaction vis-à-vis des services demandés aux autorités est très homogène entre les sexes : 65,1 % chez les femmes et 64,4 % chez les hommes, pour un taux global de 64,7 %.

Graphique 12 : Taux de (sexe) des populations par rapport qu'elles demandent aux autorités

Indicateur 2 : % de la population qui est prête à recourir à la faire avancer les intérêts de son

Au niveau global, 17,2 % des zones ciblées se déclarent prêts à violence pour défendre les intérêts avec de fortes variations selon les Banikoara (28,5 %) et Kouandé (27 %) les plus élevés, suivis par Matéri (16,7 %), Natitingou (12 %) et Kérou (10 %) affichent des niveaux modérés.

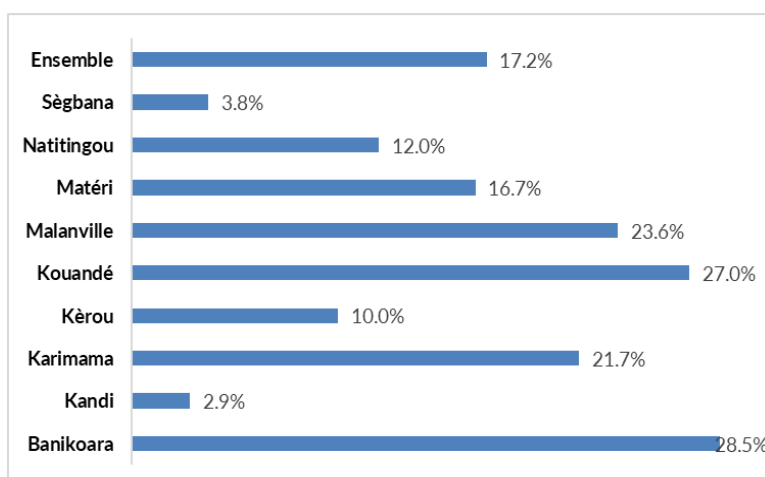


satisfaction (par aux services

des zones ciblées violence pour groupe

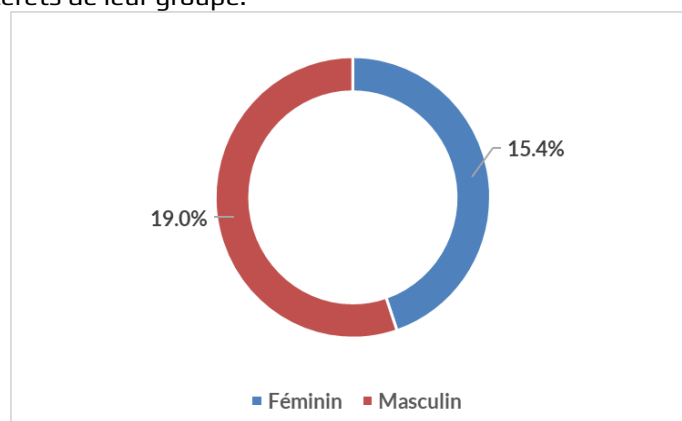
habitants des recourir à la de leur groupe, communes : (%) présentent les Malanville (23,6

Enfin, Ségbana (3,8 %) et Kandi (2,9 %) enregistrent les proportions les plus faibles d'individus disposés à user de violences.



Graphique 13: Disposition des populations locales à recourir à la violence pour défendre les intérêts de leur groupe, par commune (%)

Selon le graphique ci-dessous, les hommes (19,0 %) se montrent plus enclins que les femmes (15,4 %) à recourir à la violence pour défendre les intérêts de leur groupe.

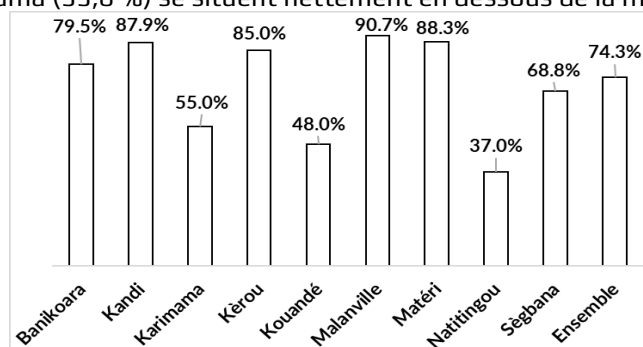


Graphique 14: Propension à recourir à la violence pour défendre les intérêts de son groupe, par sexe (%)

Objectif Spécifique 2 : Renforcer la collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales pour relever ensemble les défis sécuritaires et sociaux dans les zones frontalières

Indicateur 3 : % de la population des zones ciblées qui estiment qu'il existe une collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales dans leur communauté

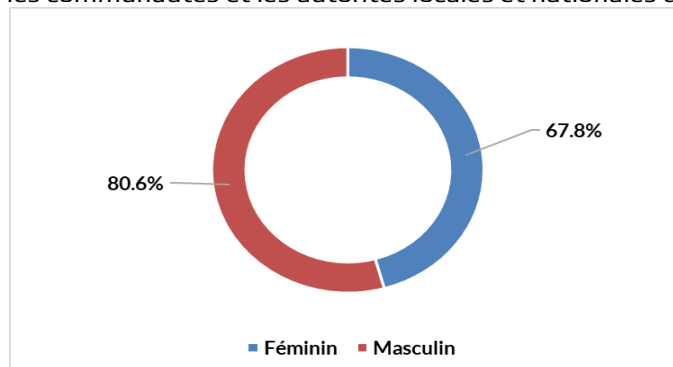
Au niveau global, 74,3 % des habitants des zones ciblées considèrent qu'il existe une collaboration entre les communautés, les autorités locales et les autorités nationales, mais ce taux varie fortement selon les communes : Malanville (90,7 %), Matéri (88,3 %) et Kandi (87,9 %) affichent les niveaux les plus élevés, tandis que Natitingou (37,0 %), Kouandé (48,0 %) et Karimama (55,0 %) se situent nettement en dessous de la moyenne.



Graphique 15: Taux de perception d'une collaboration entre communautés et autorités (locales et nationales), par commune (%)

Une analyse selon le sexe révèle que les hommes (80,6 %) sont plus nombreux que les femmes (67,8 %) à estimer qu'il

existe une collaboration entre les communautés et les autorités locales et nationales dans leur environnement.

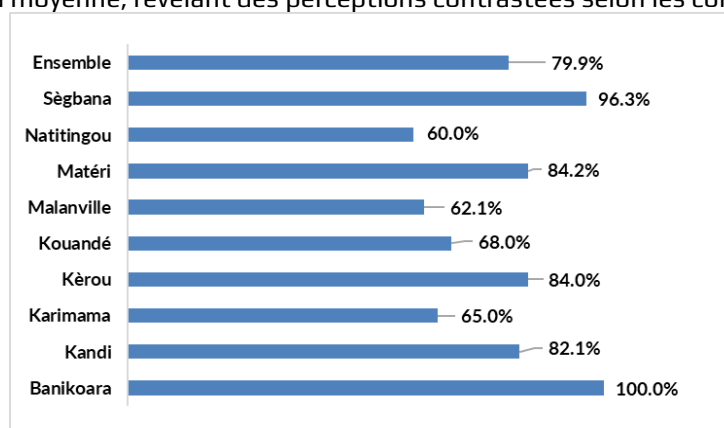


Graphique 16: Taux de perception d'une collaboration entre communautés et autorités (locales et nationales), selon le sexe (%)

Objectif Spécifique 3 : Renforcer l'accès des populations à une information de qualité, sensible aux conflits et vecteur de cohésion sociale dans les zones transfrontalières

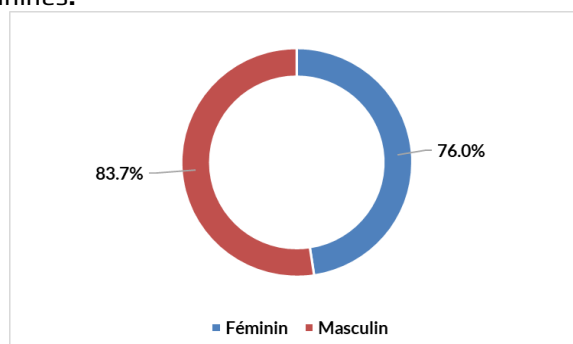
Indicateur 4 : % de la population des zones ciblées qui estime que les médias jouent un rôle positif dans la cohésion sociale

Dans l'ensemble, 79,9 % de la population des zones ciblées estiment que les médias jouent un rôle positif dans la cohésion sociale. Ce taux masque toutefois des écarts importants : Banikoara (100 %) et Ségbana (96,3 %) affichent les niveaux les plus élevés, tandis que Natitingou (60,0 %), Malanville (62,1 %) et Kouandé (68,0 %) se situent nettement en dessous de la moyenne, révélant des perceptions contrastées selon les communes.



Graphique 17: Taux de perception positive du rôle des médias dans la cohésion sociale, par commune (%)

Les hommes sont plus enclins que les femmes à percevoir les médias comme un facteur de cohésion sociale (83,7 % contre 76,0 %), révélant un écart de confiance de 7,7 points. Cette différence peut refléter des disparités dans l'accès aux médias ou dans la pertinence des contenus proposés pour chaque genre. Pour renforcer l'impact des médias sur la cohésion, il conviendrait d'adapter les messages et les canaux de diffusion en tenant davantage compte des attentes et des pratiques médiatiques féminines.



Graphique 18: Taux de perception positive du rôle des médias dans la cohésion sociale, selon le sexe (%)

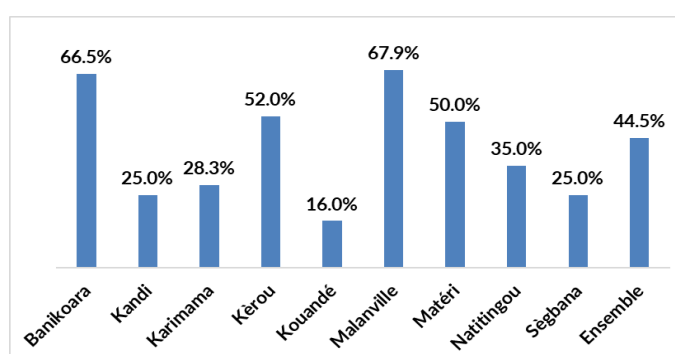
Résultat 1.1: Les jeunes ambassadeurs de paix disposent des connaissances, outils et soutien nécessaires pour favoriser la cohésion sociale et le développement dans leurs communautés

Indicateur 5 : % des jeunes ambassadeurs qui pensent pouvoir faire une différence positive dans la zone où ils

vivent

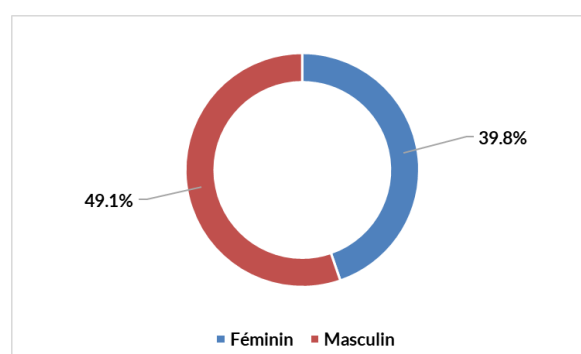
Les analyses relatives à cet indicateur ont concerné les jeunes de façon globale étant donné que les Jeunes Ambassadeurs de la Paix ne sont pas encore sélectionnés au moment de l'étude.

Le graphique ci-dessous révèle que 44,5 % des jeunes estiment pouvoir agir positivement dans leur zone de vie, mais ce sentiment varie fortement selon les communes : il est particulièrement élevé à Malanville (67,9 %) et Banikoara (66,5 %), modéré à Kérou (52,0 %) et Matéri (50,0 %), et beaucoup plus faible à Kouandé (16,0 %), Kandi (25,0 %) et Ségbana (25,0 %). Ces écarts reflètent sans doute des différences dans l'accès aux opportunités, le soutien institutionnel et les dynamiques locales d'engagement des jeunes. Pour renforcer leur confiance et leur capacité d'action, il conviendrait de développer des programmes ciblés d'accompagnement et de valorisation de leurs initiatives, en particulier dans les communes où ce taux est le plus bas.



Graphique 19 : Pourcentage de jeunes estimant pouvoir apporter un changement positif dans leur zone de vie, par commune (%)

Par ailleurs, on note une différence de cette confiance selon le sexe. Les jeunes hommes (49,1 %) se montrent plus confiants que les jeunes femmes (39,8 %) dans leur capacité à agir positivement au sein de leur communauté, révélant un écart de 9,3 points. Cette différence suggère que les jeunes femmes pourraient bénéficier de programmes dédiés de renforcement de confiance et de soutien pour accroître leur sentiment d'efficacité collective.

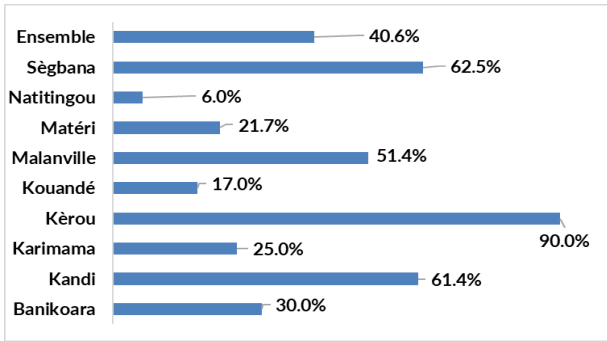


Graphique 20 : Pourcentage de jeunes estimant pouvoir apporter un changement positif dans leur zone de vie, selon le sexe (%)

Résultat 2.1: Des espaces de dialogue apaisé au sein des communautés et avec les autorités locales et les forces de sécurité sont créés/renforcés

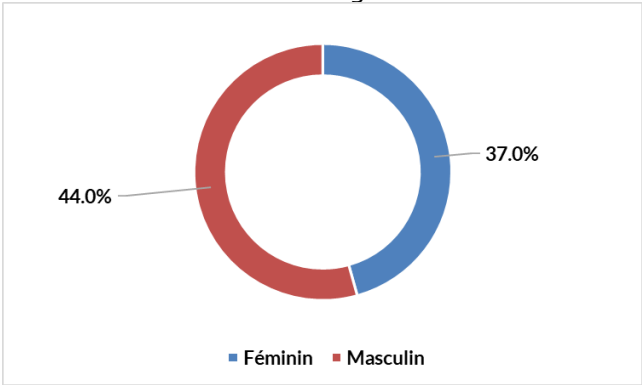
Indicateur 6 : % de la population des zones ciblées qui déclarent avoir accès à des espaces sûrs où discuter constructivement de leurs défis sécuritaires et sociaux.

Seulement 40,6 % de la population interrogée dans les zones ciblées déclare avoir accès à des espaces sûrs pour échanger sur les défis sécuritaires et sociaux. De fortes disparités sont observées selon les communes : tandis que Kérou (90,0 %), Ségbana (62,5 %) et Kandi (61,4 %) présentent les taux d'accès les plus élevés, d'autres comme Natitingou (6,0 %), Kouandé (17,0 %) et Karimama (25,0 %) montrent un accès très limité.



Graphique 21: Proportion, par commune, de la population ayant accès à des espaces sûrs pour discuter des défis sécuritaires et sociaux

En outre, les hommes (44,0 %) déclarent légèrement plus que les femmes (37,0 %) avoir accès à des espaces sûrs pour discuter de leurs défis sécuritaires et sociaux, ce qui suggère une possible inégalité de participation ou de perception selon le genre dans les dynamiques communautaires de dialogue.



Graphique 22: Proportion, selon le sexe, de la population ayant accès à des espaces sûrs pour discuter des défis sécuritaires et sociaux

Résultat 3.1: Les journalistes cibles disposent des capacités, du soutien et des opportunités accrues pour produire des contenus médiatiques sensibles aux conflits

Indicateur 7 : % des journalistes qui pensent être en mesure de pratiquer efficacement et durablement un journalisme sensible au conflit

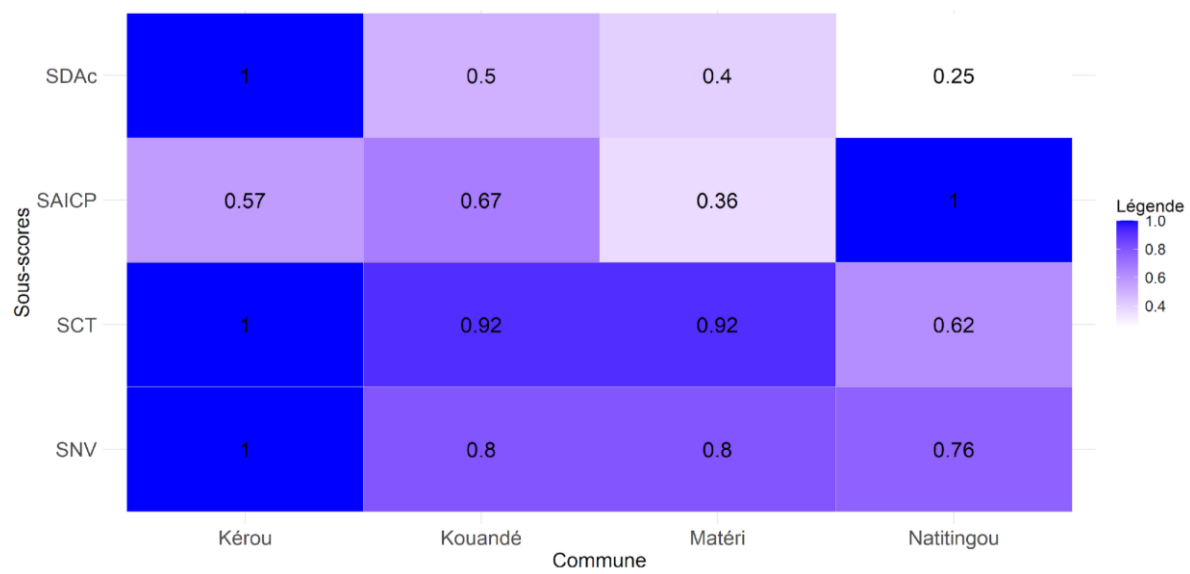
À la question de savoir si le journaliste est en mesure de pratiquer efficacement et durablement un journalisme sensible au conflit, tous les enquêtés ont répondu par l'affirmative. Ainsi, une variable proxy a été utilisée pour apprécier l'indicateur. Il s'agit du pourcentage de journalistes qui ont suivi une formation sur la communication sensible aux conflits. À 84,6%, les journalistes interrogés ont confirmé cela.

Résultats de la sélection des communes

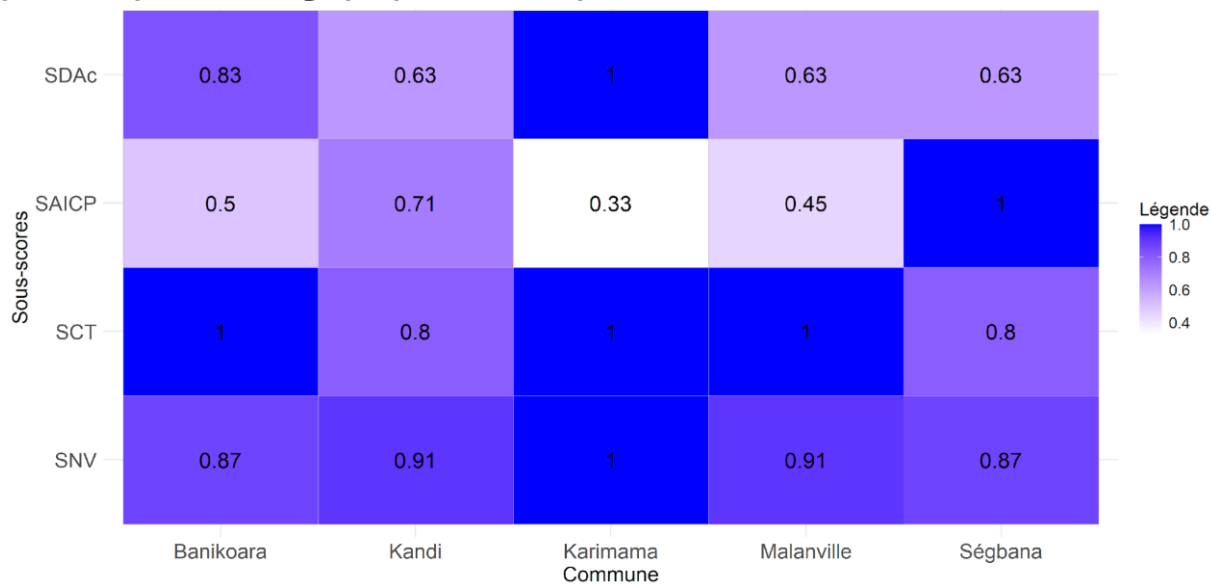
Il importe de rappeler que la sélection des communes d'intervention du projet s'est basée sur un indice dénommé « Indice Composite du Niveau de Vulnérabilité (ICNiV) ». Il se base sur quatre grandes composantes (scores) que sont : score du niveau de violence (SNV), score de conflits transfrontaliers (SCT), score d'absence d'initiatives de consolidation de la paix (SAICP) et score de difficulté d'accès (SDAc).

Note importante : ces résultats reflètent la situation au moment de l'étude (décembre 2024 à janvier 2025) et les informations prises en compte pour le calcul de l'indice sont dynamiques dans le temps.

Tableaux et graphiques



Graphique 23 : Représentation graphique des scores par commune de l'Atacora



Graphique 24 : Représentation graphique des scores par commune de l'Alibori

Tableau 13: Scores, indice composite du niveau de vulnérabilité par commune et rang au niveau départemental

Département	Commune	SNV	SCT	SAICP	SDAc	ICNiv	Rang dans le département
Atacora	Kérou	1.00	1.00	0.57	0.94	0.88	1
Atacora	Kouandé	0.80	0.92	0.67	1.00	0.85	2
Atacora	Natitingou	0.76	0.62	1.00	0.69	0.77	3
Atacora	Matéri	0.80	0.92	0.36	0.94	0.76	4
Alibori	Ségbana	0.87	0.80	1.00	0.84	0.88	1
Alibori	Karimama	1.00	1.00	0.33	1.00	0.83	2
Alibori	Banikoara	0.87	1.00	0.50	0.77	0.78	3
Alibori	Kandi	0.91	0.80	0.71	0.65	0.77	4
Alibori	Malanville	0.91	1.00	0.45	0.63	0.75	5

Interprétation des résultats de sélection des communes

Département de l'Atacora**Kérou (ICNiV : 0.88, Rang : 1)**

Kérou se classe comme la commune la plus vulnérable selon l'Indice Composite du Niveau de Vulnérabilité (ICNiV). Avec un **Score du Niveau de Violence (SNV)** et un **Score de Conflits Transfrontaliers (SCT)** maximaux (1.00), la commune est exposée à des violences internes et des tensions transfrontalières élevées. Le **Score de Difficulté d'Accès (SDAc)** élevé (0.94) souligne les difficultés importantes liées à l'accès aux villages de la commune, ce qui accentue la vulnérabilité des populations. Enfin, un **Score d'Initiatives de Consolidation de la Paix (SAICP)** de 0.57 reflète un faible engagement dans les efforts pour réduire les tensions et promouvoir la paix.

Kouandé (ICNiV : 0.85, Rang : 2)

Kouandé est la deuxième commune la plus vulnérable, affichant des scores élevés dans plusieurs composantes. Son **SNV (0.80)** et son **SCT (0.92)** révèlent une exposition significative à la violence et aux conséquences des conflits transfrontaliers. Le **SDAc maximal (1.00)** indique que l'accès aux villages de la commune est très difficile, exacerbant les difficultés des populations locales. Avec un **SAICP de 0.67**, Kouandé montre une implication modérée dans les initiatives visant à promouvoir la paix.

Natitingou (ICNiV : 0.77, Rang : 3)

Natitingou se distingue par son **Score d'Absence d'Initiatives de Consolidation de la Paix (SAICP)** maximal (1.00), traduisant un faible engagement relatif des initiatives dans la réduction des tensions et la promotion de la cohésion sociale. Toutefois, ses **SNV (0.76)** et **SCT (0.62)** révèlent une exposition relativement modérée à la violence et aux conséquences des conflits transfrontaliers par rapport aux autres communes. Son **SDAc (0.69)**, le plus bas parmi les communes, indique une moindre vulnérabilité en termes de difficulté d'accès aux villages.

Matéri (ICNiV : 0.76, Rang : 4)

Matéri affiche des scores significatifs en **SNV (0.80)** et **SCT (0.92)**, ce qui met en évidence une exposition non négligeable à la violence et aux conflits transfrontaliers. Son **SDAc (0.94)** élevé montre des défis importants liés à l'accès aux villages, accentuant les difficultés pour les populations locales. Par ailleurs, son **SAICP de 0.36**, le plus bas parmi les communes, indique un engagement très élevé dans les initiatives de consolidation de la paix et la présence de plusieurs interventions dans ce sens.

Département de l'Alibori**Ségbana (ICNiV : 0.88, Rang : 1)**

Ségbana est la commune affiche le niveau de vulnérabilité le plus élevé dans l'Alibori. Avec un **Score d'Absence d'Initiatives de Consolidation de la Paix (SAICP)** de 1.00, elle se distingue par un faible niveau relatif d'efforts (initiatives, Organisations) de promotion de la paix. Les **Scores du Niveau de Violence (SNV)** de 0.87 et des Conflits Transfrontaliers (SCT) de 0.80 indiquent une forte exposition à ces facteurs de vulnérabilité. De plus, son **Score de Difficulté d'Accès (SDAc)** de 0.84 souligne que les déplacements et l'accès aux villages sont très difficiles.

Karimama (ICNiV : 0.83, Rang : 2)

Karimama, deuxième commune la plus vulnérable, affiche des scores maximaux pour le **SNV (1.00)**, le **SCT (1.00)** et le **SDAc (1.00)**, ce qui reflète une forte prévalence de violences, une exposition extrême aux conflits transfrontaliers, et de sérieuses difficultés d'accès aux villages. Son **SAICP (0.33)**, relativement bas par rapport aux autres communes, montre qu'il existe de multiples initiatives de paix, bien que limitées.

Banikoara (ICNiV : 0.78, Rang : 3)

Banikoara se classe troisième. Son **SNV (0.87)** et son **SCT (1.00)** indiquent une exposition importante à la violence et aux conflits transfrontaliers. Le **SAICP (0.50)** révèle une absence modérée d'initiatives de paix. Le **SDAc (0.77)**, bien qu'élevé, est légèrement moins préoccupant que celui de Ségbana et Karimama, ce qui atténue un peu son indice global de vulnérabilité.

Kandi (ICNiV : 0.77, Rang : 4)

Kandi occupe la quatrième position en termes de vulnérabilité. Elle présente un **SNV (0.91)** élevé, reflétant une forte exposition à la violence, et un **SCT (0.80)** indiquant des conséquences significatives des tensions transfrontalières. Avec un **SAICP (0.71)**, elle connaît une absence importante mais non totale d'initiatives de paix. Le **SDAc (0.65)** est le plus bas parmi les communes, ce qui montre que les défis d'accès aux villages sont moins sévères.

Malanville (ICNiV : 0.75, Rang : 5)

Malanville est la commune la moins vulnérable selon l'ICNiV. Malgré un **SNV (0.91)** et un **SCT (1.00)** qui témoignent d'une exposition significative à la violence et aux conflits transfrontaliers, son **SAICP (0.45)** montre une absence modérée d'initiatives de paix, ce qui la rend moins vulnérable que Ségbana et Karimama dans ce domaine. De plus, avec un **SDAc (0.63)**, Malanville est la commune où l'accès aux villages est le moins difficile.

Synthèse globale relative à la sélection des communes

L'analyse des indices composites de vulnérabilité (ICNiV) pour les départements de l'Atacora et de l'Alibori met en évidence des disparités marquées dans les niveaux de vulnérabilité des communes. Dans l'Atacora, **Kérou** se distingue comme la commune la plus vulnérable, avec des scores maximaux en violence et en conflits transfrontaliers, aggravés par un faible niveau d'initiatives de paix et des difficultés d'accès. **Kouandé** suit de près, avec des défis similaires, notamment en termes d'accès aux villages. À l'opposé, **Natitingou** et **Matéri** présentent des profils de vulnérabilité légèrement atténués, grâce à des efforts plus marqués dans la consolidation de la paix pour Matéri et à des conditions d'accès relativement meilleures pour Natitingou. **Ainsi, les communes de Kérou et Kouandé présentent des besoins plus prononcés et seraient prioritaires pour bénéficier des interventions du projet NONSINA pour le compte du département de l'Atacora.**

Dans l'Alibori, **Ségbana** et **Karimama** affichent des niveaux de vulnérabilité élevés, caractérisés par une forte exposition à la violence, aux conflits transfrontaliers, et des difficultés d'accès majeures. **Banikoara** et **Kandi** occupent des positions intermédiaires, tandis que **Malanville**, bien que confrontée à des défis similaires, bénéficie de meilleures conditions d'accès et d'une présence plus significative d'initiatives de paix, ce qui atténue sa vulnérabilité globale. Par ailleurs, au regard du fait que la commune de **Banikoara** comporte plus de villages comparativement à Karimama, du fait qu'elle a connu l'incident d'extrémisme violent le plus lourd en pertes en vies humaines (28 selon les sources officielles, en janvier 2025), il est préférable d'y intervenir. **Par conséquent, les communes prioritaires pour bénéficier des interventions du projet NONSINA dans le département de l'Alibori sont Ségbana et Banikoara.**

4. Conclusion

L'étude a permis de mettre en exergue l'existence d'une diversité de conflits, dont certains plus dominants, fréquents et violents que d'autres, portés par des causes multidimensionnelles. Parmi ces conflits, trois paraissent plus fréquents et violents, à savoir les conflits entre agriculteurs et éleveurs (pour des raisons de non-respect des règles de cohabitation pacifique), les conflits d'accès aux ressources naturelles pour des besoins économiques (eau, pâturage, terres fertiles) et les conflits de genre (violences basées sur le genre, violences issues des rapports asymétriques entre aînés et cadets autour de la gestion des ressources familiales). À côté de ces conflits violents dominants, il y en a qui ne sont pas moins violents, à savoir l'extrémisme violent, les violences alimentaires. La participation des catégories sociales à ces conflits dépend de leur statut et de leurs activités socio-économiques. Les facteurs de vulnérabilité et de résilience, variables selon les couches sociales, sont d'ordre socio-économique, politique, culturel. Il en découle des conséquences de types variés qui affectent plus les groupes vulnérables, détériorant ainsi la cohésion sociale déjà fragilisée par le contexte socio-économique et politique.

Les perceptions relatives à la cohésion sociale horizontale et verticale et la capacité des communautés à gérer les conflits rendent compte, sur l'ensemble des dimensions analysées, des facteurs et acteurs favorables et défavorables et de problématiques majeures globales et spécifiques au genre.

Face aux situations conflictuelles et à leurs répercussions, sont déployés des mécanismes dont certains sont plus ouverts et accessibles aux femmes et aux jeunes. L'analyse de la cartographie des parties prenantes met en relief des acteurs institutionnels étatiques et non, traditionnels, des organisations socio-professionnelles dont le fonctionnement a des causes structurelles.

Dans cette zone, il existe une multitude de facteurs susceptibles d'aggraver la situation si les actions appropriées ne sont pas entreprises. L'ensemble de ces facteurs contribue à renforcer :

- La pression sur les terres mises en valeur ;
- La divagation des troupeaux dans les champs ;
- Le non-respect des couloirs de passage et des aires de pâturage ;
- Les conflits intercommunautaires qui occasionnent de nombreuses pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. On assiste à une cristallisation des conflits non résolus et à la résurgence de conflits intercommunautaires de plus en plus violents et recourant aux armes de guerre ou armes de fabrication artisanale et engendrant des cycles de violences. Ces cycles de violences aboutissent à une stigmatisation de certaines communautés et spécifiquement de la communauté peule vue à la fois comme auteur et comme victime des attaques d'extrémisme violent, avec en toile de fond la généralisation d'une certaine « *fulbephobie* » ou sentiment anti-peul/anti-allochtone. Toutefois, il n'y a pas que les Peuls et les étrangers qui subissent les diverses formes de marginalisation et d'exclusion. Elles apparaissent comme des contraintes majeures auxquelles sont confrontés plusieurs groupes vulnérables. En effet, dans ces zones, comme l'indique Mossi dans son rapport en 2018, les dynamiques ci-après sont structurelles et ciblent plusieurs catégories d'acteurs (Mossi A. A., 2018¹²) :
- Marginalisation et stigmatisation communautaires, statutaires (jeunes, femmes, Peuls, étrangers, élites arabophones, etc.);
- Généralisation d'un sentiment anti-peul/anti-allochtone
- Faible accès/inexistence de services sociaux de base de qualité (école, centre de santé, route, téléphone, électricité, lieux de loisirs, etc.) pour les populations rurales en général et pour les femmes et les jeunes en particulier ;
- Faible accès aux ressources productives par les jeunes, les femmes et autres groupes minoritaires comme les migrants, les personnes handicapées) : emploi décent, crédits, etc.
- Généralisation de conflits autour de l'accès aux services sociaux de base et des luttes de positionnement dans les arènes publiques locales ;
- Rapports difficiles entre représentants locaux de l'État et populations (autour des services publics, des pratiques endogènes, des formes locales de débrouillardises, des difficultés de respect des normes, des dynamiques religieuses de plus en plus violentes, etc.)

La multiplicité des conflits religieux (éclatement des confessions religieuses (musulmanes en particulier) ; mise en place d'un terreau de la laïcité de l'État avec l'un soubassement de l'intolérance et de la radicalisation, de la fanatisation de certains groupes religieux (Ahlali Sounna ou *sounantche* : salafisme radical ; la gestion des retombées de la coopération humanitaire florissante entre des organisations d'obédience islamique avec les États du Golfe arabe ; la non-reconnaissance des diplômes arabes obtenus par les nouvelles élites musulmanes : développement d'un sentiment de « deux poids deux mesures » ; la remise en cause de l'État et de l'ordre républicain par certains leaders religieux au sujet des pratiques coutumières des communautés (mariages précoces arrangés par exemple).

¹² Mossi, A. A. (2018). Rapport de l'Etude exploratoire sur les risques et les facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République du Bénin. Rapport final. Dakar: CIVIPOL/UE

Recommandations

Il est vrai que les communautés dans les communes de l'Alibori et de l'Atacora développent diverses stratégies propres pour répondre à leurs besoins en biens et services publics et renforcer leur résilience face aux menaces qui pèsent sur elles les différents conflits qui les accablent. Au titre desdites actions, on note la solidarité, le dialogue communautaire, la médiation, le recours aux autorités, etc. Dans ces dynamiques, elles bénéficient de l'accompagnement de nombreux acteurs étatiques et non-étatiques extérieurs à leurs sociétés locales. Cependant, pour garantir des solutions durables, il est essentiel que les autorités locales, les partenaires au développement et les communautés collaborent efficacement. Cette approche inclusive permettra de répondre aux besoins de manière équitable et pérenne. Pour formaliser cette collaboration, le projet NONSINA pourra :

1. Créer avec les autres acteurs étatiques et non-étatiques intervenant dans ces localités des partenariats/synergies spécifiques dans une logique de complémentarité et de mutualisation des moyens et pour éviter des doublons ;
2. Promouvoir l'inclusion sociale à travers la mise en œuvre de programmes spécifiques pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, tels que des bourses scolaires, des formations professionnelles et des crédits agricoles ;
3. Créer des plateformes multipartites participatives et inclusives (OSC, autorités locales, représentants des femmes et des jeunes et autres, forces de sécurité) de dialogues sur la résolution des conflits sociaux ;
4. Renforcer les capacités des leaders communautaires et des couches sociales, y compris des femmes, des jeunes et des autres catégories défavorisées, sur les enjeux et facteurs de la cohésion et les conséquences des conflits et des violences ;
5. Redynamiser les systèmes d'alertes précoces mis en place dans les communes d'intervention pour favoriser une implication des communautés dans le signalement des conflits et des menaces sécuritaires qui pèsent sur leur communauté ;
6. Redynamiser les comités locaux de sécurité mis en place dans certaines communes comme Karimama, Banikoara et Matéri par le projet SECUCOM et les mettre en place à Kérou, à Kandi et à Natitingou ;
7. Participer au renforcement des capacités des acteurs des médias sur la communication sensible aux conflits ainsi que sur la maîtrise des concepts relatifs aux conflits et à l'extrémisme violent afin de les outiller pour éviter qu'ils contribuent à fragiliser la cohésion sociale dans les communes couvertes ;
8. Contribuer à la matérialisation et au marquage des couloirs de transhumance et de passage des animaux dans les communes où ces couloirs ne sont pas très visibles afin de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Le projet peut recourir aux expertises de Potalmen (Atacora) et de l'ONG GERED (Alibori) dans ce domaine.

Annexes

- Annexe 1- La base de données
- Annexe 2- Les outils de collecte de données
- Annexe 3- Le rapport de démarrage

Bibliographie

Rapports

- Bernard, A., & Mossi, A. (2023). *An Assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin*. The Hague : Stichting Elva.
- Bidouzo, T. S., & Ologou, E. (2023). *Le Terrorisme au Bénin. Perceptions, actions et perspectives*. Cotonou : Friedrich Ebert Stiftung.
- de Bruijne, K., & Gehrling, C. (2024). *Dangerous Liaisons Exploring the risk of violent extremism along the border between Northern Benin and Nigeria*. The Hague : Clingendael.
- Mossi, A. (2022). *RAPPORT D'ANALYSE DU CONTEXTE DE RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT AU NORD BENIN*. Cotonou : Coopération Suisse au Bénin.
- Mossi, A. A. (2018). *Rapport de l'Etude exploratoire sur les risques et les facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République du Bénin. Rapport final*. Dakar : CIVIPOL/UE.
- Nansounon, O. Z., Abou Moumouni, I., & Elijan Djaouga, A. (2019). *Etude complémentaire sur les risques et les facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République du Bénin*. Dakar: CIVI POL-UE.
- Ngom, A. (2022). *Évaluation finale du projet d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Benin, du Burkina Faso et du Togo*. Cotonou: PNUD.
- Sampaio, A., Mossi, A., Beevor, E., & Sambiéni, E. (2023). *RESERVE ASSETS MAY 2023 ARMED GROUPS AND CONFLICT ECONOMIES IN THE NATIONAL PARKS OF BURKINA FASO, NIGER AND BENIN*. Global Initiative Against Transnational Organised Crime.
- Timbuktu Institute. (2024). Au-delà de la criminalité. Perceptions juvéniles de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Nord du Bénin. *African Center For Peace Studies*, 1-39.

Webographie

1. 24 Heures au Bénin - Une dizaine de morts dans la commune de Kérou
 - Lien : 24 Heures au Bénin - Une dizaine de morts dans la commune de Kérou
 - Informations exploitées : Nombre d'attaques terroristes, nombre de civils morts, nombre de déplacés internes (<https://www.banquemondiale.org/fr/country/benin/overview>).
2. RFI - Bénin : une dizaine de civils tués par des assaillants dans le Nord-Ouest
 - Lien : RFI - Bénin : une dizaine de civils tués par des assaillants dans le Nord-Ouest
 - Informations exploitées : Nombre de civils morts (<https://www.24haubenin.info/>).
3. Benin Web TV - Bénin : près de 900 déplacés enregistrés après l'attaque de Kérou
 - Lien : Benin Web TV - Bénin : près de 900 déplacés enregistrés après l'attaque de Kérou
 - Informations exploitées : Nombre de déplacés internes (<https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/benin/>).
4. Gouvernement de la République du Bénin - Après les événements des 1ers et 2 mai derniers à Kérou : Une délégation gouvernementale au chevet des populations de Kaobagou
 - Lien : Gouvernement de la République du Bénin - Après les événements des 1ers et 2 mai derniers à Kérou : Une délégation gouvernementale au chevet des populations de Kaobagou
 - Informations exploitées : Nombre d'écoles fermées, nombre d'élèves impactés, nombre de centres de santé fermés, nombre de réfugiés (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BJ/conjoncture>).
5. Le Potentiel - Département de l'Alibori : Enlèvement de quatre citoyens à Karimama par des individus armés non identifiés (IANI)
 - Lien : Le Potentiel - Département de l'Alibori : Enlèvement de quatre citoyens à Karimama par des individus armés non identifiés (IANI)
 - Informations exploitées : Nombre d'enlèvements d'individus (<https://www.undp.org/fr/benin/publications/evolution-socio-economique-au-benin-situation-actuelle-et-perspectives>).
6. The Conversation - Les enlèvements, une stratégie d'expansion pour les groupes extrémistes violents au Bénin